



HAL
open science

Les stratégies des ONG du niveau local au niveau international : l'exemple des Amis de la Terre

Aude Bocquet

► **To cite this version:**

Aude Bocquet. Les stratégies des ONG du niveau local au niveau international : l'exemple des Amis de la Terre. Science politique. 2006. dumas-00811504

HAL Id: dumas-00811504

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00811504v1>

Submitted on 17 Apr 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Vous allez consulter un mémoire réalisé par un étudiant dans le cadre de sa scolarité à Sciences Po Grenoble. L'établissement ne pourra être tenu pour responsable des propos contenus dans ce travail.

Afin de respecter la législation sur le droit d'auteur, ce mémoire est diffusé sur Internet en version protégée sans les annexes. La version intégrale est uniquement disponible en intranet.

UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE
Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Aude BOCQUET



**MEMOIRE DE STAGE
AUX AMIS DE LA TERRE ISERE**

« Les stratégies des ONG du niveau local au niveau international. L'exemple des Amis de la Terre »



Master :

« Analystes Politiques et Sociaux, spécialité ONG, OIG »

2005-2006

Sous la direction de Stéphane LA BRANCHE



UNIVERSITE PIERRE MENDES FRANCE
Institut d'Etudes Politiques de Grenoble

Aude BOCQUET



**MEMOIRE DE STAGE
AUX AMIS DE LA TERRE ISERE**

« Les stratégies des ONG du niveau local au niveau international. L'exemple des Amis de la Terre »

Master :

« Analystes Politiques et Sociaux, spécialité ONG, OIG »

2005-2006

Sous la direction de Stéphane LA BRANCHE



Table des matières

• <i>Remerciements</i>	2
• <i>Résumé du mémoire de stage</i>	3
• <i>Introduction</i>	5
• <i>Chapitre premier : Les valeurs fondamentales et le fonctionnement des Amis de la Terre : étude comparative avec Greenpeace</i>	7
1.1 : Les Amis de la Terre, une fédération fondée sur la démocratie et la participation : les campagnes menées par les Amis de la Terre, les valeurs fondamentales des Amis de la Terre et leur traduction au sein de l'organisation, illustration du concept de démocratie participative: l'Assemblée Fédérale des Amis de la Terre France, 7	
1.2 : Etude comparative des Amis de la Terre et de Greenpeace : les points forts et les faiblesses stratégiques des organisations : ce qui les rassemble : le choix de leurs campagnes et leurs positionnements, ce qui les sépare : leur fonctionnement interne, différentes stratégies pour différents résultats, les forces et les faiblesses des Amis de la Terre France, 13	
• <i>Chapitre second : Les Amis de la Terre et le concept de Développement Durable Participatif</i>	20
2.1 : Les différents courants de pensées écologistes : l'écologie radicale (Aldo Leopold, Arne Naess, la Déclaration Universelle des Droits de l'Animal de 1972), le scénario autoritaire de Hans Jonas, le scénario démocratique de Ivan Illich et André Gorz, 20	
2.2 : Le lien entre les Amis de la Terre et le modèle de développement durable participatif : histoire et définition, inscription du DDP dans la théorie des régimes, DDP et Amis de la Terre, 26	
• <i>Chapitre troisième : les stratégies pour établir des liens entre campagnes internationales et actions locales, et les processus d'internalisation des normes</i>	30
3.1 : Les stratégies employées par les ONG pour atteindre leurs objectifs : le modèle du boomerang et de la spirale de à et à, l'impact des ONG dans la diffusion et l'internalisation des normes, 30	
3.2 : Confrontation des modèles théoriques aux stratégies employées par les Amis de la Terre en France : la conscience écologiste des Français (Eurobaromètre, 1999), les stratégies employées par les Amis de la Terre France du niveau local au niveau global, agir de manière locale pour améliorer la situation globale : phénomène de mimétisme et de contagion, 37	
• <i>Conclusion : l'évolution de la pensée des Amis de la Terre</i>	44
• <i>Bibliographie</i>	46
• <i>Listes des sigles</i>	47
• <i>Tables des annexes</i>	47
• <i>Annexes</i>	48

Remerciements

Beaucoup de personnes ont contribué à la réussite de mon stage aux Amis de la Terre Isère. Je remercie donc Henry Tidy et Etienne Spanjaard qui ont encadrés mon stage, Laurent Torres qui a accepté de répondre à mes questions en tant que coordinateur de Greenpeace Isère, Stéphane La Branche, pour avoir suivi l'évolution du stage, et enfin tous les adhérents des Amis de la Terre que j'ai eu le plaisir de rencontrer tout au long de cette formidable expérience à la fois professionnelle et personnelle.

Les Amis de la Terre sont une des premières ONG de protection de l'environnement à avoir vu le jour en France. Depuis, elle milite activement, dans plus de 70 pays, contre les répercussions négatives des activités humaines sur la Planète. Sur le choix des campagnes internationales, l'organisation est assez proche d'autres ONG telles que Greenpeace. Cependant, elle se singularise de par sa philosophie et son fonctionnement interne. Les Amis de la Terre accordent beaucoup d'importance au concept de démocratie participative, ce qui se traduit notamment par une grande autonomie des groupes locaux. Aussi, les actions ne relèvent pas exclusivement de problématiques internationales, l'organisation offre aussi la possibilité à ses membres de mener des actions locales qu'ils considèrent comme prioritaires pour leur environnement proche.

La problématique de notre étude sera donc de comprendre comment s'effectuent les liaisons entre les différentes actions, de l'échelle locale à celle internationale et de définir lesquelles sont les plus efficaces en termes d'imposition et d'internalisation de normes.

Elle décrira dans une première partie les actions, les valeurs et les stratégies employées par l'organisation. Ses particularités seront mises en évidence par le biais d'une comparaison avec son principal concurrent, Greenpeace. La seconde partie inscrira les valeurs et les positionnements fondamentaux des Amis de la Terre sur un continuum de la pensée écologiste. Elle confrontera également le fonctionnement de l'organisation au concept de Développement Durable Participatif (DDP). Enfin, la troisième partie tentera d'établir les liens unissant actions globales et actions locales et décrira les stratégies utilisées par les ONG pour mener à bien leurs missions.

The Friends of the Earth is one of the first NGOs born in France. Since, they are active, in more than 70 countries, against the negative repercussions of human activities on the Earth. With regards to international campaigns, the organization is quite similar in style from others NGOs such as Greenpeace. However, its particularity resides in its philosophy and in its internal functioning. The Friends of the Earth emphasises the importance of the concept of participative democracy that can be checked in the autonomy of the local groups. Moreover, the actions do not necessarily deal with international issues; the organization gives its members, whom it considers as having a priority in their immediate environment, the opportunity to lead local actions.

Accordingly, the issue of the study will be to understand how the links between local and international actions are established and to define which ones are the most efficient in terms of imposition and internalization of norms.

In a first part, a description of the actions, the values and the different strategies used by the organization will be done. Its particularities will be underlined by a comparison with its major competitor, Greenpeace. The second part will inscribe the fundamental values and positions of the Friends of the Earth on a continuum of the ecologist trend. We will equally confront the functioning of the organization with the concept of Participative Sustainable Development. Finally, the third part will try to highlight the links joining global and local actions and will describe the several strategies used by NGOs in order to be successful in their missions.

" Notre planète est née le lundi à zéro heure. Lundi, mardi et mercredi jusqu'à midi, la Terre se forme. La vie commence mercredi à midi et se développe dans toute sa beauté organique pendant les quatre jours suivants. Dimanche à 4h de l'après-midi seulement, les grands reptiles apparaissent. Cinq heures plus tard, à 9h du soir, lorsque les séquoias sortent de terre, les grands reptiles disparaissent. L'homme n'apparaît qu'à minuit moins trois minutes, dimanche soir. A un quart de seconde avant minuit, commence la révolution industrielle. Il est maintenant minuit, dimanche soir, et nous sommes entourés des gens qui croient que ce qu'ils font depuis un quarantième de seconde peut continuer indéfiniment ".

Cette métaphore de David Brower, un des fondateurs du mouvement écologiste et des Amis de la Terre en 1969, révèle la perception qu'ont les Amis de la Terre de l'Homme et de ses impacts sur notre Terre. En effet, les activités humaines ont des répercussions néfastes sur la planète qui menacent la survie même du genre humain. Ainsi, l'écologie devient, ces dernières années, un véritable phénomène de société. De plus en plus, les médias se font le relais des menaces environnementales et du concept de développement durable (notamment au travers du réchauffement climatique, des catastrophes naturelles et de l'épuisement de plus en plus problématique de certaines ressources naturelles telles que l'eau ou le pétrole). Le développement durable s'est également invité dans les programmes des établissements scolaires. Plus dangereux, l'écologie fait vendre et devient un véritable instrument marketing. Certes, la demande de produits « bio » et équitable s'accroît, mais des enseignes de grandes surfaces et plusieurs marques de produits alimentaires, cosmétiques et nettoyeurs, abusent des consommateurs en jouant sur les étiquetages ou en utilisant différentes mentions trompeuses. Parallèlement à la progression d'une conscience écologiste chez une poignée de consommateurs éclairés, d'autres problèmes émergent ou refont surface : relance des programmes nucléaires un peu partout dans le monde, utilisation d'OGM dans l'agriculture et monopole de Monsanto sur les semences, appauvrissement des ressources naturelles, augmentation inquiétante du nombre de cancers liés à la pollution atmosphérique et l'industrie chimique, disparition quasi-inéluctable des forêts tropicales... Les multinationales armées de puissants lobbying ont la main mise sur le marché international et les ONG de protection environnementale apparaissent comme un contre-pouvoir indispensable pour alerter la population, les entreprises et les pouvoirs politiques, des risques qui pèsent sur la pérennité de notre planète (et plus modestement sur notre santé). Les stratégies adoptées sont aussi diverses que variées (sensibilisation de la population, pression sur les entreprises, lobbying

auprès des pouvoirs publics...) tout comme les positionnements des organisation vis-à-vis des entreprises et des Etats (partenariat, opposition, complémentarité...).

Les Amis de la Terre s'inscrivent dans cette complexité ambiante. ONG internationale de protection de l'environnement et de l'Homme, elle fonctionne sur le modèle d'une fédération internationale. De ce fait, l'association a des antennes dans 73 pays dans lesquels coexistent plusieurs groupes locaux. Les groupes locaux, régionaux ou départementaux, sont volontairement autonomes et libres de mener les actions qu'ils souhaitent. C'est ce fonctionnement singulier qui distingue les Amis de la Terre d'autres ONG dont les antennes ont pour simple mission de relayer les campagnes nationales ou internationales. L'organisation traite aussi bien de problèmes internationaux, comme les OGM, le nucléaire ou la déforestation, que d'affaires locales telles que la construction d'un incinérateur dans une ville particulière. Cette diversité d'actions et d'échelles peut parfois peser sur la cohérence identitaire de l'organisation et créer un fossé entre les groupes locaux et la fédération nationale.

Notre problématique générale sera la suivante : de quelle manière le fonctionnement des Amis de la Terre permet-il de traiter de problèmes aussi bien locaux qu'internationaux ? Quelles stratégies emploient-ils pour parvenir à leurs fins ?

Pour comprendre le traitement des campagnes de l'ONG, il est indispensable d'étudier dans un premier temps son fonctionnement, ses valeurs et ses actions. Cette étude sera facilitée par la réalisation d'une étude comparative avec une autre organisation internationale de protection de l'environnement : Greenpeace. A partir du fonctionnement et des valeurs fondamentales des Amis de la Terre, nous les situerons sur un continuum représentant les différents courants écologiques. Nous nous appuierons à ce sujet sur l'ouvrage de Dominique Bourg, Les scénarios de l'écologie. Nous verrons à cette occasion si les valeurs et le fonctionnement interne des Amis de la Terre coïncident avec le modèle de DDP. Puis, nous étudierons les liens qui unissent les actions locales et les campagnes internationales. Enfin, les tensions que supposent de tels liens nous amèneront à nous interroger sur leur pertinence : sont-ils complémentaires ou bien se desservent-ils réciproquement ?

Chapitre premier : Les valeurs fondamentales et le fonctionnement des Amis de la Terre : étude comparative avec Greenpeace

Les Amis de la Terre International sont un réseau écologiste mondial, organisé de bas en haut, autour de ses antennes locales. Cette fédération se définit comme une association de protection de l'Homme et de son environnement, démocratique et solidaire. Elle est fondée sur la démocratie interne et sur la participation. La première partie de cette étude a pour objectif de cerner les campagnes, les valeurs et les stratégies utilisées par les Amis de la Terre. Pour juger de la pertinence de leur fonctionnement, nous effectuerons, dans un deuxième temps, une étude comparative avec leur principal concurrent : Greenpeace. Cette comparaison nous permettra de mettre en évidence les forces et les faiblesses actuelles des Amis de la Terre France.

1.1. Les Amis de la Terre, une fédération fondée sur la démocratie et la participation

Ce premier point est une présentation générale des Amis de la Terre. Il expose les différentes campagnes menées par l'organisation. Nous mettrons en évidence ses valeurs fondamentales, basées essentiellement autour de la démocratie et de la participation. Aussi, nous illustrerons le concept de démocratie au travers du déroulement de leur assemblée générale.

1.1.1. Les campagnes menées par les Amis de la Terre

Contrairement au World Wild Fund for Nature (WWF), les Amis de la Terre ne cherchent pas à protéger les espaces naturels et les espèces animales, ou végétales, menacées de disparition. Ils ne protègent pas la Nature à proprement dite. Ils luttent pour préserver l'environnement. Il faut alors entendre le concept d'environnement comme l'interaction entre l'Homme et la Nature. Leur objectif est de préserver l'Homme et son environnement des impacts néfastes du comportement humain et de la société actuelle.

Au niveau international, les Amis de la Terre mènent sept campagnes différentes : l'agriculture et l'utilisation de semences Organismes Génétiquement Modifiés (OGM), la protection des forêts, la responsabilité des acteurs financiers, le changement climatique, le nucléaire et les énergies, la participation citoyenne et les actions collectives, et enfin, la

promotion des modes de production et de consommation durables. Concernant l'agriculture, ils prônent une agriculture respectueuse de l'environnement, des consommateurs et des agriculteurs eux-mêmes. Ils dénoncent la démarche productiviste et l'utilisation abusive de toute forme de produit chimique présent dans les engrais, les pesticides, les fongicides... Ces différents produits seraient actuellement partiellement responsables de l'accroissement du nombre de cancers et de la stérilité chez nos concitoyens. Ils sont également opposés à l'utilisation des OGM dans l'agriculture, d'une part pour des considérations biologiques (incertitudes scientifiques relatives aux effets sur la biodiversité et notre santé), d'autre part, pour des considérations économiques et sociales (monopole de Monsanto sur les semences OGM, renforcement de la dépendance des pays du Sud envers les pays du Nord).

La campagne de protection des forêts se concentre quant à elle essentiellement sur les forêts primaires. Les Amis de la Terre dénoncent la destruction massive des forêts tropicales à des fins économiques. On estime qu'à l'heure actuelle, si nous continuons à déforester à ce rythme, les forêts primaires auront disparu d'ici 20 ans. Cette disparition constituerait un drame, certes pour la biodiversité et les populations autochtones, mais également pour la lutte contre le réchauffement climatique. Les Amis de la Terre Indonésie ont réalisé un film sur la déforestation locale, intitulé *Losing tomorrow*, qui met en avant les impacts dramatiques de l'industrie du bois : destruction de la biodiversité, exploitation des personnes les plus pauvres (formation professionnelle inexistante, aucune norme de sécurité respectée, salaire misérable...). Les Indonésiens perdent peu à peu leurs richesses naturelles. D'ici quelques dizaines d'années, leur forêt n'existera plus. Les employés perdront leur salaire sans avoir acquis aucune compétence professionnelle et le tourisme pâtira sévèrement. Les Amis de la Terre appellent les consommateurs à ne plus acheter de bois importé en dehors de l'Europe et, s'ils persistent à vouloir s'en procurer, ils leur recommandent d'être particulièrement vigilant sur sa provenance et sur sa certification.

La campagne menée sur la responsabilité des acteurs financiers a donné lieu à la création d'un support incitant les citoyens à demander des comptes à leurs banques. En effet, certaines banques financent des projets douteux nuisant à notre environnement (industries pétrolières, fabrication d'armes...). Le citoyen a donc le droit et le devoir d'interroger sa banque sur les projets qu'elle finance. Nous avons un véritable pouvoir en tant que clients qui, en confiant notre argent à la banque, la faisons vivre. Par conséquent, nous pouvons faire pression sur ses investissements.

Le lutte contre le changement climatique sous entend que les citoyens et les industriels prennent conscience de leur impact sur la planète. Chaque individu a une part de responsabilité à l'égard de la Terre et des générations futures qui vont l'habiter. Les industriels doivent donc repenser leur manière de produire, les citoyens de consommer et de vivre en changeant leurs manières de se déplacer et en maîtrisant leurs consommations d'eau et d'énergie. L'idée est que chacun a un rôle à jouer aussi bien sur un plan individuel que collectif et que les ressources naturelles ne sont pas inépuisables.

Les thèmes du nucléaire et des énergies incitent bien évidemment à développer des sources d'énergie durables et non polluantes. En ligne de mire : l'énergie nucléaire. Elle est considérée comme une source d'énergie dangereuse et inefficace : dangereuse car elle pose nombre de risques en matière d'irradiation, d'accident technique, de gestion des déchets et de détournement d'une utilisation civile vers une utilisation militaire, inefficace car elle ne remplacera pas le pétrole ! Les Amis de la Terre invitent également les citoyens à être responsables et à ne pas gaspiller leur énergie.

Cette volonté de responsabiliser les citoyens ressort dans la campagne sur la participation citoyenne et les actions collectives. Chaque individu doit être un citoyen actif et non passif. Il ne doit pas attendre que les politiciens et les industriels changent le système à sa place. Chacun a un rôle à jouer dans la société et doit prendre part aux actions collectives.

Enfin, la promotion des modes de production et de consommation durables relève de la promotion du développement durable. Cette campagne s'oriente selon deux axes : une participation aux instances nationales de concertation et l'information du public sur la prise en compte de l'environnement par les entreprises. Le premier axe leur permet de militer, entre autres, pour le recyclage des emballages ménagers, pour des démarches de conception écologique des produits et pour la promotion des éco-labels. Le second axe se traduit lui par la publication de documents destinés à sensibiliser l'opinion publique à la responsabilité sociale et environnementale des entreprises.

Le choix et le traitement des campagnes montrent que les Amis de la Terre tendent à remettre en question notre mode de comportement tant sur notre manière de produire que de consommer ou de se déplacer. Pour autant, l'organisation ne se définit pas comme alter mondialiste. Pourtant, elle en a les caractéristiques, c'est-à-dire, qu'elle condamne notre société actuelle mais que, au-delà de la contestation, elle offre des alternatives possibles au

système actuel. De manière plus précise, nous pouvons mettre en avant le fait que l'organisation revendique des valeurs profondément humanistes comme la démocratie, la justice économique, l'autonomie des peuples et la protection de l'environnement. Aussi, recherche-t-elle des alternatives globales et systémiques à l'ordre international, notamment en ce qui concerne la finance.

1.1.2. Les valeurs fondamentales des Amis de la Terre et leur traduction au sein de l'organisation

Comme nous l'avons vu précédemment, les Amis de la Terre se définissent comme une association de protection de l'Homme et de son environnement, démocratique et solidaire. Les concepts de démocratie interne et de participation aux décisions sont fondamentaux. Ainsi, l'organisation par souci de démocratie invite tous les adhérents qui le souhaitent à prendre part à la vie associative ainsi qu'aux prises de décisions. Cette participation est possible grâce à l'existence de groupes locaux qui possèdent une large autonomie, tant sur leur mode de fonctionnement que sur le choix de leurs actions. Ces groupes ont pour principal objectif d'informer et de sensibiliser la population locale aux problèmes environnementaux et de faire pression sur les élus. Ils doivent compléter les actions mises en œuvre au niveau national en aidant les décisionnaires à prendre des mesures adaptées aux problèmes environnementaux dans les zones où l'organisation nationale a difficilement accès.



**Brochure Moabi :
Arbre de vie ou de profit ?**

Le groupe local Isère a choisi de relayer la campagne nationale sur la déforestation en diffusant gratuitement les documents édités par le siège national, en organisant des conférences dans les universités et lors des festivals consacrés à l'environnement et en recrutant des « éco-détectives », c'est-à-dire, des bénévoles qui se rendent dans les grands magasins vendant du bois (Carrefour, Lapeyre, Castorama...) afin de faire un état des lieux des produits en rayon et de les sensibiliser à la déforestation.

Par ailleurs, l'association a développé un deuxième axe défini comme prioritaire dans l'agglomération grenobloise : la pollution de l'air. Pour informer la population sur la pollution de l'air, ses impacts sur la santé et inciter les citoyens à laisser leur voiture au garage, les

membres usent de pétitions, de conférences, d'entretiens dans les médias locaux et font circuler un film qu'ils ont eux-mêmes réalisé, Dans l'Air du Temps. Ces deux principaux axes de travail sont facilités par le partenariat avec d'autres associations telles que la FRAPNA, Mountain Wilderness ou l'ADTC. Ainsi, la dynamique des Amis de la Terre jonglant entre actions locales, nationales et internationales est sensée favoriser la mobilisation pacifique, démocratique et volontaire des citoyens.

Au niveau international, les valeurs fondatrices des Amis de la Terre sont nombreuses. Elles reposent sur les notions suivantes :

- la diversité écologique et culturelle ;
- le respect de la souveraineté des peuples et des droits de l'Homme ;
- l'équité et la justice (environnementale, sociale, économique, entre sexes) ;
- l'irréductibilité de la Nature à une simple ressource économique ;
- la démocratie participative et les autres modes participatifs de prise de décision ;
- la solidarité ;
- la responsabilité ;
- la dignité humaine.

NOTRE BUT

Nous voulons un monde pacifique et durable fondé sur des sociétés vivant en harmonie avec la nature. Nous oeuvrons pour bâtir une société de personnes interdépendantes, vivant dans la dignité, la satisfaction des besoins et l'accomplissement de soi, au sein de laquelle équité et droits des personnes et des peuples sont réellement respectés.

Cette société ne peut être que bâtie sur la souveraineté des peuples et la participation des personnes. Elle est fondée sur la justice sociale, économique, environnementale et l'égalité entre femmes et hommes. Elle sera affranchie de toute forme de domination et d'exploitation comme le néo-libéralisme, la mondialisation organisée par les multinationales, le néo-colonialisme et la militarisation des sociétés.

Lien : http://www.amisdelaterre.org/rubrique.php3?id_rubrique=320

L'importance donnée à la notion de démocratie participative se retrouve concrètement dans le fonctionnement de l'organisation. Chaque année sont organisés les conseils fédéraux et une assemblée fédérale ouverts à ceux qui souhaitent y participer.

1.1.3. Illustration du concept de démocratie participative : l'Assemblée Fédérale des Amis de la Terre France

Chaque année les Amis de la Terre France organisent une Assemblée Fédérale ouverte à tous (adhérents et non adhérents). Cette année, l'assemblée s'est déroulée à Annecy du vendredi 12 au dimanche 14 mai. Le siège national avait réservé pour l'occasion une salle dans laquelle ont eu lieu les repas et les discussions. Les objectifs de l'assemblée étaient divers. Le programme était dense et le planning serré si nous voulions faire le tour de toutes les problématiques à évoquer. Il s'agissait bien évidemment de faire le bilan des activités des Amis de la Terre, aussi bien en termes d'actions que d'adhérents. Les comptes furent donc vérifiés, les crédits votés, de nouveaux groupes se sont vus accueillir au sein de la fédération et plusieurs positionnements au sein de l'organisation ont été votés.

L'adoption des différentes mesures s'est faite sur un modèle démocratique. Toutes les personnes étaient assises autour d'une table et se faisaient face les unes aux autres (à défaut, elles étaient assises sur des chaises autour). Chaque groupe a eu un nombre de voix égal au nombre de ses adhérents (53 voix pour l'Isère). Chaque groupe a voté au nom de ses adhérents. Cependant, si l'un des adhérents n'était pas d'accord avec le choix de son représentant, il pouvait voter de manière individuelle. Les votes se sont fait sur un bulletin anonyme. Pour avoir le droit de voter, les participants devaient nécessairement être adhérents. Ce sont les membres du bureau fédéral qui ont fait le décompte et annoncé les résultats du vote. Les mesures ont été adoptées à la majorité qualifiée. Lorsque la proposition était refusée, elle était réécrite ultérieurement puis de nouveau soumise au vote des adhérents.

Dans le cas de l'adoption d'une motion, généralement à l'initiative d'un groupe, le représentant présentait le sujet en faisant une première lecture de la motion. Après quoi, les participants posaient leurs questions. Chaque participant souhaitant intervenir devait lever la main. Un représentant du bureau national écrivait alors le nom puis distribuait la parole en fonction de la liste. A la fin du débat, on procédait au vote. Une fois adoptée, la motion devenait une position nationale qui devait être respectée par les groupes locaux. Par exemple, a été adopté à la majorité qualifiée le positionnement sur les déchets. La position officielle des Amis de la Terre est donc devenue une condamnation de l'incinération et de l'enfouissement des déchets, au profit de mesures alternatives et de la diminution du volume des déchets (réduction des emballages, préférence pour des produits non jetables...).

En dehors de la pratique du vote, un autre exercice a souligné le caractère participatif et démocratique au sein de la réunion. L'objectif était de connaître et de synthétiser l'opinion des participants sur « les forces, les faiblesses, les opportunités et les menaces » auxquelles l'organisation est confrontée. Pour se faire, les participants, environ une cinquantaine, ont été séparés aléatoirement en 5 groupes et chaque groupe s'est vu attribuer un facilitateur. Chaque groupe est parti en compagnie de son facilitateur dans une salle (ou à l'extérieur) pour discuter des forces, des faiblesses, des menaces et des opportunités qui menacent l'ONG. A tour de rôle, tous les membres des groupes ont pris la parole et se sont exprimés. Le facilitateur a pris les notes et a demandé à chaque participant de noter les cinq remarques qui lui semblaient prioritaires, avant de retourner à la principale salle de réunion et de rejoindre les autres facilitateurs pour noter et synthétiser l'ensemble des données.

Globalement, ces pratiques participatives sont considérées par les militants comme l'une des forces de l'organisation. Cependant, on peut regretter un léger manque de rigueur sur la manière d'adopter certaines positions considérées comme consensuelles. Ainsi, pour déterminer l'acceptation de groupes locaux, le président de l'assemblée s'est contenté de demander à voix haute si tout le monde était d'accord pour les intégrer ou si certains voulaient un bulletin de vote individuel. Cela était gênant dans le sens où nous voyions mal quelqu'un lever la main pour manifester son opposition ou demander pour lui seul un bulletin secret. Mais, hormis ces quelques égarements, les principes participatifs et démocratiques sont assez bien respectés en général.

Nous venons d'évoquer ci-dessus la discussion sur les forces et les faiblesses des Amis de la Terre ; elles seront l'objet de notre troisième sous partie. En effet, en France, l'organisation est peu connue en dehors du réseau écologiste. Une étude comparative avec leur principal concurrent, Greenpeace, nous permettra de mettre en valeur les points forts et les points faibles de leurs stratégies et de leurs positionnements.

1.2. Etude comparative des Amis de la Terre et de Greenpeace : les points forts et les faiblesses stratégiques des organisations

Greenpeace est considérée par les Amis de la Terre comme leur principal concurrent, voire comme une menace pour leur pérennité. En effet, on ne compte pas moins de 100 000 adhérents pour Greenpeace en France contre seulement 6 000 chez les Amis de la Terre. Cet

écart n'est pas tant dû à des différences sur le fond que sur la forme. Nous allons donc étudier les points communs et les différences de fonctionnement entre les deux ONG afin de mettre en évidence les problèmes stratégiques des Amis de la Terre.

1.2.1. Ce qui les rassemble : le choix de leurs campagnes et leurs positionnements

Un premier point commun évident entre les Amis de la Terre et Greenpeace est la défense de l'environnement. Toutes deux cherchent à préserver l'Homme des répercussions néfastes de ses activités sur l'environnement. Une des principales données de ces organisations est la priorité donnée à la protection de la santé publique. Nous retrouvons donc chez elles des thèmes de campagnes communs, avec des positionnements idéologiques, exprimés différemment, mais sur le fond assez proches. Ainsi, Greenpeace traite de problèmes liés à la déforestation, au nucléaire ou encore aux OGM. Nous pouvons également souligner qu'au niveau national, Greenpeace et les Amis de la Terre traitent leurs problématiques dans une perspective internationale et globale. Laurent Torres, coordinateur de Greenpeace à Grenoble, justifie ce choix en rappelant que la situation mondiale actuelle est assez urgente pour se concentrer en priorité sur des problèmes internationaux.

L'importance donnée à la protection de l'être humain dans leurs choix de campagnes souligne un deuxième point commun entre les deux associations : l'anthropocentrisme. Elles accordent toutes deux une place centrale à l'Homme, tant sur son rôle que sur ses impacts sur la Nature et sur ses propres congénères. Contrairement au WWF, elles n'ont pas de campagnes propres à la Nature, exceptée la campagne de Greenpeace pour la protection des baleines. A ce sujet, preuve de la proximité entre Greenpeace et les Amis de la Terre, les premières actions menées par ces derniers étaient justement relatives à la protection des baleines, ce qui a inspiré le nom de leur revue trimestrielle : *Le Baleineau*. On peut également retrouver des actions de protection de la biodiversité animale chez les Amis de la Terre mais de manière indirecte. Par exemple, dans leur campagne contre la déforestation, un de leurs arguments est la préservation des espèces animales, avec comme symbole fort, les orangs-outans d'Indonésie. Néanmoins, malgré ces quelques exemples, les deux organisations restent très centrées sur l'Homme, sur ses activités et sur les conséquences qui en découlent. Cela nous amènera dans la seconde partie du mémoire à nous interroger sur le positionnement des Amis de la Terre dans la pensée écologiste.

Enfin, il y a trois points particuliers sur lesquels les deux ONG se ressemblent et se distinguent à la fois : faire reposer la légitimité de leurs actions sur la densité de leur réseau international et sur le nombre de leurs adhérents, obliger les décideurs à prendre en compte les problèmes environnementaux et la jouissance d'une bonne réputation. Concernant le premier point, les deux ONG ne sont pas peu fières de rassembler plusieurs millions d'adhérents un peu partout dans le monde et d'être présent sur les 5 continents. On compte environ 3 millions de membres, répartis dans plus de 40 pays chez Greenpeace et environ 1,5 millions d'adhérents dans 73 pays aux Amis de la Terre. Cependant, les Amis de la Terre ont une force inégale selon les pays dans lesquels ils sont. A titre d'exemple, les Amis de la Terre en France sont très peu connus en dehors du réseau écologiste. Le grand public ne les connaît pas ou au mieux s'étonnent de voir qu'ils existent encore ! En Grande Bretagne, l'association est très médiatique et rassemble des milliers de militants à chacun de leurs événements. Certains de leurs adhérents sont prêts à s'enchaîner publiquement devant les grandes surfaces pour attirer les médias. En France, les adhérents sont plus vieux, plus réfléchis et misent plus sur l'expertise que sur la masse.

Dans l'aptitude à se faire entendre des décideurs et des pouvoirs politiques, là aussi les stratégies divergent. Les Amis de la Terre optent pour l'information et la coopération alors que Greenpeace préfère leur mettre la pression. Laurent Torres, coordinateur Greenpeace du groupe Isère et membre du bureau national, déclare à propos des pouvoirs publics : « *OK vous ne voulez pas avancer alors on va trouver des moyens de vous mettre la pression dessus en faisant des actions un peu spectaculaires qui vont attirer les médias* »¹. Greenpeace peut se permettre ce genre de stratégies, les Amis de la Terre ne le peuvent pas. En effet, ces derniers reçoivent des subventions de la part des collectivités territoriales et des pouvoirs publics, alors que Greenpeace, non. Ils revendiquent leur indépendance politique et financière. Leur seule source de financement provient des dons privés. Laurent Torres justifie ce choix de la manière suivante : « *C'est-à-dire, quand un budget d'une association dépend à 50%, on va dire des collectivités territoriales, on sait très bien qu'on pourra pas les questionner de manière trop virulentes sur un sujet donné, parce qu'on sait qu'on risque d'amputer la moitié de son budget pour l'année prochaine.* » Par conséquent, nous pouvons en déduire que si Greenpeace se montrent plus virulent sur certains sujets que les Amis de la Terre, ce n'est pas par divergences d'opinion mais plutôt parce que stratégiquement ils peuvent se le permettre.

Enfin, les deux ONG jouissent d'une certaine réputation. Greenpeace est réputée être sulfureuse et radicale mais est peu contestée sur le choix de ses combats et sur la qualité de

¹ Cf. annexe 3

ses informations. Leurs positions ont une certaine crédibilité, notamment sur la scène internationale et dans les médias. De même, les Amis de la Terre sont appréciés et écoutés des pouvoirs publics. Ils entretiennent des rapports assez privilégiés avec ces derniers. Les deux seuls points faibles des organisations relatifs à leurs images sont la radicalité de Greenpeace parfois assimilée à de l'éco-terrorisme et l'assimilation des Amis de la Terre à Brice Lalonde qui leur a valu une petite traversée du désert suite à certaines magouilles politiques.

A présent que nous avons mis en évidence les points communs entre les deux principales organisations de protection environnementale, voyons ce qui les sépare.

1.2.2. Ce qui les sépare : leur fonctionnement interne, différentes stratégies pour différents résultats

Les stratégies de Greenpeace et des Amis de la Terre divergent sur un certain nombre de points. Nous avons vu précédemment que c'était le cas pour leurs sources de financement. Ainsi, le groupe local de l'Isère a récemment demandé des subventions auprès du Conseil Général afin de financer un de leurs projets relatifs à la pollution de l'air. Il a également répondu à un appel d'offre émis par la Métro en vue de créer un événement sur Grenoble autour de l'effet de serre et du changement climatique. Néanmoins, il faut préciser que cette dépendance des pouvoirs publics dépend des terres d'accueil des Amis de la Terre. Par exemple, si les subventions publiques sont bien accueillies en France, elles le sont beaucoup moins en Grande Bretagne.

Mais ce n'est pas là la seule différence. La principale différence provient de l'importance de la notion de démocratie participative au sein du fonctionnement interne des organisations. Cette divergence se traduit de deux manières différentes : la première dans le fonctionnement des groupes locaux, la deuxième dans les systèmes décisionnels. Les membres des groupes locaux des Amis de la Terre sont absolument libres de mener les actions qu'ils veulent. Ils ne sont même pas obligés de relayer les campagnes nationales. La seule chose que leur demande le siège national est d'être en cohérence avec la philosophie et les principes des Amis de la Terre et que lorsqu'une motion est adoptée, que tous les groupes la respectent. La pensée des Amis de la Terre pourrait se résumer dans cette phrase : « *Penser globalement, agir localement* ». Les représentants de Greenpeace pensent qu'au contraire, pour être efficace, il faut se concentrer sur un nombre limité de campagnes et que chaque groupe doit traiter exclusivement de ces sujets de manière identique. Par exemple, dans le cadre de la campagne contre la déforestation, si chaque groupe s'attaque à un géant de l'ameublement différent

(Lapeyre, Leroy Merlin, Castorama...), aucune entreprise ne sera mise à mal. Leur poids économique et leur place sur le marché font qu'elles n'auront rien à craindre de l'organisation. Par conséquent, il leur faut un adversaire de poids, à leur taille. Ainsi, si chaque groupe fait pression sur une seule enseigne, et non sur plusieurs de manière disloquée, l'entreprise sera obligée de prendre en compte les revendications de l'organisation. C'est ce qu'il s'est passé avec Leroy Merlin qui sous la pression de Greenpeace a retiré certains bois tropicaux de ses rayons. Cette stratégie sous entend que l'organisation ne s'attaque qu'aux « gros ». En effet, comme nous l'avons souligné précédemment, les représentants de Greenpeace estiment que la situation actuelle est assez urgente pour se focaliser exclusivement sur les multinationales. Du fait de l'autonomie des groupes locaux et faute de moyens, les Amis de la Terre eux agissent plus par « petites touches » et visent tout type d'entreprise. Outre cette différence dans la marge d'autonomie des groupes locaux, les différences d'application des principes de démocratie sont visibles dans le choix des représentants et les modes de prises de décisions.

Nul n'est besoin de répéter l'importance du concept de démocratie participative dans les systèmes de prises de décisions des Amis de la Terre. Mais, ce qui vaut pour une organisation, ne vaut pas nécessairement pour l'autre. Ainsi, suite à l'entretien donné par Laurent Torres, nous pouvons décrire et analyser les systèmes de prise de décisions au sein de Greenpeace. La principale idée est que Greenpeace oscille entre la volonté de se démocratiser et la peur de trop se démocratiser. Chaque année, ils organisent une assemblée statutaire composée de 30 élus : 15 membres élus par les adhérents et 15 membres élus par l'assemblée statutaire sortante. L'assemblée se réunit environ 3 fois par an afin de remplir des obligations classiques telles que les validations des comptes et du rapport moral du directeur. Parmi les 30 membres de l'assemblée statutaire, 5 font partie du conseil d'administration et évaluent de manière proche le travail du directeur au quotidien. Ce sont eux qui ont le pouvoir de recruter un directeur ou, à contrario, de le licencier. Les 15 membres élus par les adhérents le sont afin d'assurer une certaine ouverture démocratique à l'organisation, les 15 autres lui assurent une certaine stabilité. En effet, les militants de longue date craignent qu'une arrivée massive de nouveaux membres ne nuisent à la cohérence et à la pérennité de leurs valeurs. Ils redoutent une forme d'entrisme ainsi que l'infiltration de certains individus issus d'industrie ou de groupes privés dont le but serait de périlcliter le mouvement ou d'adoucir la contestation. Enfin, il justifie leurs lacunes en matière démocratique par le nombre très important de leurs adhérents (100 000). Ce nombre ne leur permet pas, d'un point de vue logistique, de réaliser des consultations ou des réunions comme le feraient d'autres associations.

Si l'argument stratégique semble assez pertinent, l'argument logistique l'est un peu moins sachant que certains groupes nationaux des Amis de la Terre ont un nombre d'adhérents très important et appliquent néanmoins les principes de démocratie participative. Dans tous les cas une chose est évidente : à l'heure actuelle Greenpeace se porte bien mieux que les Amis de la Terre en France et il y a plusieurs raisons à cela. C'est l'objet de notre prochaine partie.

1.2.3. Les forces et les faiblesses des Amis de la Terre France

A la suite du travail en groupe effectué lors de l'Assemblée Fédérale des Amis de la Terre à Annecy, plusieurs positions se sont recoupées. Ont été mises en évidence les principales forces et faiblesses des Amis de la Terre France.

Les principales forces de l'organisation tiennent à son histoire et à son expérience. En effet, les Amis de la Terre ont vu le jour en France en 1971, ce qui fait d'eux l'une des premières organisations écologistes à s'être développée dans l'hexagone. Par ailleurs, leur relative bonne réputation en font depuis plusieurs dizaines d'années des référents privilégiés en ce qui concerne les autorités publiques. L'autre point fort des Amis de la Terre, et non des moindres, est la participation active de ses adhérents. Chaque membre apprécie pouvoir s'exprimer comme bon lui semble au sein de l'association, de pouvoir mener les actions qu'il souhaite et d'avoir la possibilité de s'impliquer dans les événements nationaux et fédéraux. Enfin, sont appréciées les qualités d'informations et l'expertise fournies par le siège national. En effet, l'organisation travaille beaucoup sa crédibilité à ce niveau.

Cependant, ces qualités ne sont pas suffisantes pour leur garantir une place au soleil au pays des grosses ONG. L'association est peu connue et un poil « ringarde » selon les termes de certains de ses adhérents.

La première chose dont souffrent les Amis de la Terre France, c'est un manque évident de communication : communication entre les groupes, communication entre les groupes locaux et le siège national, communication entre l'organisation et le grand public.

Concernant la communication entre les groupes, les adhérents déplorent qu'elle soit inexistante. Les groupes ne travaillant pas sur les mêmes campagnes, ils ne sont pas amenés à être en contact en dehors des événements fédéraux, auxquels par ailleurs peu de membres assistent. Actuellement, très peu de groupes sont capables de dire ce que font les autres. Le réseau mériterait donc d'être développé et d'être renforcé. Mais cela demande du temps, mieux, un salarié. C'est l'autre problème des Amis de la Terre France : il y a très peu de salariés, seulement six. Or, développer une ONG demande beaucoup de main d'œuvre et que

chacun y consacre beaucoup de temps. L'organisation n'est donc ni assez structurée, ni assez développée et le développement de l'organisation doit nécessairement passer par une amélioration des stratégies de communication.

Le manque de communication entre le siège national et les groupes locaux est l'un des principaux points faibles de l'organisation. N'étant pas obligés de relayer les campagnes nationales, les groupes locaux sont quelque peu abandonnés à leur sort. S'ils n'ont pas la volonté de prendre contact avec le siège national, situé à Paris, ils n'entretiendront que très peu de contacts les uns avec les autres. Dans le cadre du stage, nous avons été fréquemment amenés à rencontrer des groupes locaux qui se plaignaient du groupe national. Ils leur reprochaient de ne pas être assez présents, de les affaiblir avec le système des quotes-parts et de se décharger de leurs obligations via l'envoi des informations par Internet. Parallèlement à cela, le siège national reconnaît ne plus avoir de nouvelles de certains groupes, ignorer s'ils existent encore et ne pas réussir à les joindre. L'idée n'est pas de savoir qui a tort ou qui a raison. Simplement, la désaffection de certains groupes locaux pour leur siège national est symptomatique du manque de communication actuelle au sein de l'organisation.

Enfin, l'organisation souffre d'un manque de visibilité auprès du grand public. Greenpeace, WWF et la fondation Nicolas Hulot masquent l'existence des Amis de la Terre en France. Les membres du bureau national en ont tout à fait conscience et cherchent à accroître leur visibilité en modernisant leur rapport aux médias. L'idée sous-jacente est de sortir de l'intellectualisme ambiant pour attirer la masse. Ainsi, un spot de sensibilisation à la déforestation a été réalisé. Il a été diffusé gratuitement sur TF1 et sur M6 le samedi. L'utilisation des médias de masse est un premier pas pour sortir l'organisation de l'ombre.

Pour sortir de cette impasse, les Amis de la Terre ont également mis en place un programme appelé Adalente (en italien « En avant ! »). L'idée du projet est assez simple : parrainer les groupes nationaux en difficulté. Or, les Amis de la Terre Angleterre sont au niveau national le groupe de pression le plus influent. Leur réseau de groupes locaux couvre 200 communautés aussi bien en Angleterre, qu'au Pays de Galle ou au Nord de l'Irlande, le siège n'emploie pas moins de 300 salariés et l'organisation recense quelques centaines de milliers d'adhérents ! Cette puissance leur permet à la fois d'agir au niveau local et national, afin que la population réduise ses impacts sur l'environnement, et de faire pression à plus grande échelle sur les gouvernements, les industries et les institutions financières internationales, dans la perspective que ces acteurs inscrivent les problèmes environnementaux sur leur agenda. Pour toutes ces raisons, les Amis de la Terre France seront donc très prochainement parrainés par les Amis de la Terre Angleterre. Cette assistance

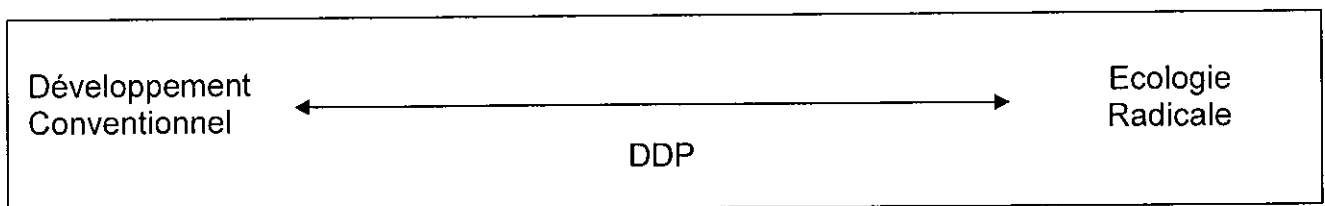
devrait pouvoir permettre au groupe français de se moderniser et de se développer efficacement.

La première partie du mémoire nous a permis de présenter de manière critique les Amis de la Terre et plus particulièrement leur groupe français. Nous connaissons à présent leur fonctionnement, leurs positions, leurs forces et leurs faiblesses. La deuxième partie a pour ambition de situer l'ONG sur le continuum de la pensée écologiste. Les Amis de la Terre sont-ils représentatifs d'un courant de pensée écologiste en particulier ? De quelle manière s'inscrivent-ils dans le concept de DDP ?

Chapitre second : Les Amis de la Terre et le concept de Développement Durable Participatif

2.1. Les différents courants de pensées écologistes

Comme nous l'avons souligné antérieurement, les Amis de la Terre se revendiquent comme une organisation écologiste. Cependant, il faut distinguer plusieurs formes d'écologisme plus ou moins radicales et anthropocentrées. Nous pouvons placer ces différents courants de pensée sur un continuum allant du développement dit conventionnel jusqu'à l'écologie dite radicale, la « deep ecology ». Au centre du continuum, se situe le modèle de DDP que nous définirons dans le deuxième paragraphe. A travers la revue de ces divers courants, nous essaierons de situer les valeurs profondes des Amis de la Terre.



Selon Dominique Bourg, dans Les scénarios de l'écologie, le point commun entre tous les concepts écologistes est qu'ils refusent de manière plus ou moins radicale l'« idéologie économique ». L'« idéologie économique », dont l'origine se situe dans les sociétés modernes occidentales, est définie comme l'ordre civil sur lequel repose les droits des individus, lesquels sont perçus comme des producteurs. Héritière du christianisme (supériorité de

l'Homme sur la Nature, ayant été créée à l'image de Dieu) et de la science moderne (séparation du monde physique et de l'action des hommes), ce modèle est aujourd'hui en crise car, d'une part, l'Homme a pris conscience que les ressources naturelles n'étaient pas inépuisables, et d'autre part, le développement du chômage et de la précarité de l'emploi ont remis en cause l'image de l'individu comme producteur. Les trois courants de pensée que distingue Dominique Bourg diffèrent selon leur degré de rejet de l' « idéologie économique ».

2.1.1. L'écologie radicale (Aldo Leopold, Arne Naess, la Déclaration Universelle des Droits de l'Animal de 1972)

L'écologie radicale refuse en bloc l'« idéologie économique ». La Nature est dotée d'une valeur intrinsèque, ce qui sous entend qu'elle est l'instrument d'une jouissance immédiate, mais surtout, qu'elle a une valeur absolue indépendamment de tout acte d'évaluation ou d'affirmation humaine. La Nature est une valeur suprême, elle est le modèle et la source de nos valeurs. Par conséquent, le Droit doit se conformer à l'ordre naturel, c'est-à-dire, que chaque être naturel doit être sujet de droits et que chaque espèce a un droit égal à l'existence. L'idéologie radicale met en avant des principes d'égalitarisme biocentrique et holiste.

Dans l'Almanach d'un comté des sables, Aldo Leopold affirme que nous devons nous interroger sur la caractère bon ou mauvais de nos actions lorsqu'elles concernent un être naturel quelque soit son espèce. La Terre est considérée par l'Homme comme une propriété envers laquelle il n'a que des droits. Or, nous devons élargir la communauté au sol, à l'eau, aux plantes et aux animaux, l'Homme devenant alors membre et citoyen à part entière de la communauté.

Pour Frédéric Nash, la revendication des droits de la Nature n'est que la continuation du mouvement nord-américain en faveur de l'extension des droits civiques (Noirs, minorités...).

Arne Naess distingue quant à lui l'écologie superficielle, c'est-à-dire, le combat contre la pollution et l'épuisement des ressources, ayant comme objectif central la santé et l'opulence des populations développées, de l'écologie profonde. L'acte fondamental de l'écologie profonde est que la Nature devient une instance normative. Elle est un modèle d'interdépendance entre les diverses formes de vie où il n'y a ni domination, ni supériorité. C'est une conception holiste de la société dans laquelle l'Homme est réintégré au sein de la Nature et où l'existence de chaque espèce est une fin en soi. Enfin, la Déclaration universelle des Droits de l'Animal s'inscrit dans cette lignée et réclame la reconnaissance d'une personnalité juridique de l'animal ainsi que la reconnaissance de ses droits par la loi. L'écologie profonde pose problème.

Au nom de l'égalité entre les espèces, certains auteurs comme Aiken n'hésitent pas à condamner l'Humanité à une réduction drastique de ses effectifs (on ne sait par quel moyen...) afin de préserver la communauté bioéthique. Les Amis de la Terre sont assez éloignés de ce courant dans le sens où ils accordent une très grande importance aux principes de démocratie et de participation au sein de leur fonctionnement. Leurs campagnes émergent de la base, c'est-à-dire, des adhérents et des groupes locaux. En revanche, l'idée selon laquelle l'Homme n'a pas que des droits mais également des devoirs

« Considérant que la vie est une, tous les êtres vivants ayant une origine commune et s'étant différenciés au cours de l'évolution des espèces, - que tout être vivant possède des droits naturels, et que tout animal doté d'un système nerveux possède des droits particuliers, - que le mépris, voire la simple méconnaissance de ces droits provoquent de graves atteintes à la Nature et conduisent l'homme à commettre des crimes envers les animaux, - que la coexistence des espèces dans le monde implique la reconnaissance par l'espèce humaine du droit à l'existence des autres espèces animales, - que le respect des animaux par l'homme est inséparable du respect des hommes entre eux. », préambule de la Déclaration Universelle des Droits de l'Animal, 1972.

envers la Nature est assez proche de leur philosophie. Par exemple, à force d'user en grandes quantités de pesticides, de fongicides, d'engrais et de toutes autres sortes de produits chimiques dans l'agriculture pour rendre la terre plus productive et rentable, nous épuisons peu à peu sa richesse naturelle. La terre meurt, accompagnée de toute la vie qui s'y trouve. Ainsi, les Amis de la Terre auront tendance à prôner une agriculture raisonnée et respectueuse de l'environnement, sans OGM bien évidemment, issue de préférence de l'Agriculture Biologique (AB).

Les problèmes éthiques relativement à l'Homme se retrouvent dans la philosophie de Hans Jonas qui propose un scénario pour le moins anti-démocratique puisqu'une minorité intellectuelle et élitiste y impose des normes contraignantes à la population.

2.1.2. Le scénario autoritaire de Hans Jonas²

Hans Jonas ne milite pas pour la reconnaissance des droits de la Nature (elle-même n'ayant pas d'obligations à notre égard) mais parle plutôt de *principe responsabilité*. Nos obligations à l'égard des générations futures enveloppent des devoirs envers la Nature. En effet, les sciences et les techniques nous ont dotés d'un pouvoir de destruction massif, du simple fait de nos consommations quotidiennes. Or, nous sommes investis d'une responsabilité qui consiste à laisser aux générations futures une Terre habitable et à ne pas altérer nos conditions biologiques et génétiques d'existence. La fragilité du monde et notre puissance modifient l'ordre de grandeur de nos obligations morales. Ainsi, notre

² Cf. JONAS, Hans, *Le principe responsabilité*, collection Champs-Flammarion, 1998

responsabilité est de considérer les conséquences lointaines voire très lointaines de nos actions quant à la possibilité future d'une vie authentiquement humaine. Pour ce faire, Hans Jonas utilise l'*heuristique de la peur* qui consiste à imaginer les suites les plus effroyables susceptibles de résulter de nos actions et de nos décisions. C'est ce que nous appelons aujourd'hui le principe de précaution.

Là où le bas blesse, c'est que Hans Jonas rejette les régimes démocratiques et libéraux, au profit d'une « tyrannie bienveillante », un régime politique où un petit nombre agirait de manière secrète et autoritaire pour le peuple.

De nouveau, les Amis de la Terre n'entrent pas dans le cadre de ce type de régime, pour les raisons que nous avons évoquées précédemment : importance accordée aux principes de démocratie et de participation. On peut cependant trouver un rapprochement entre la pensée de Hans Jonas et la philosophie des Amis de la Terre : le principe de précaution. Les Amis de la Terre sont clairement opposés au développement et à l'utilisation de l'énergie nucléaire.

Plusieurs raisons à cette opposition. Dans un premier temps, bien que l'énergie nucléaire soit aujourd'hui réputée pour être la source d'énergie la plus propre et la plus fiable, le risque zéro n'existe pas. Or, l'énergie nucléaire pose problème à quatre niveaux :

- la possibilité d'un incident pendant que la centrale est en fonctionnement ;
- l'irradiation potentielle en fonctionnement normal ;
- la gestion des déchets (recyclage, retraitement, ou enfouissement) ;
- le détournement de l'énergie pour une utilisation militaire.

Nucléaire et Energies

Nos campagnes > Nucléaire et Energies

... pour un vrai développement durable !

Une politique énergétique responsable offre aux citoyens une énergie sûre et propre, dont l'utilisation permettra aux générations futures de vivre dans un monde aussi beau que celui d'aujourd'hui.

Pour les Amis de la Terre, la "source" énergétique la plus importante est déjà l'arrêt du gaspillage. En combinant des énergies renouvelables prometteuses, la révolution énergétique sera possible.

Un million d'Européens exigent l'abandon de l'énergie nucléaire !

L'énergie nucléaire fait partie du problème, et non de la solution ! Il est urgent que l'Europe cesse de gaspiller (...)

> en savoir +

Lien :

http://www.amisdelaterre.org/rubrique.php3?id_rubrique=16

Si nous nous référons aux arguments de Hans Jonas, l'utilisation de l'énergie nucléaire, alors qu'elle présente des risques pour l'Humanité et les générations futures, aussi limités soient ils, est une véritable aberration. L'Homme ne devrait pas prendre le risque d'utiliser et de développer les centrales nucléaires car les conséquences d'un incident seraient dramatiques pour l'Humanité dans son ensemble. En témoigne l'explosion de la centrale nucléaire de

Tchernobyl, il y a 20 ans, qui a valu tant de morts, de souffrances et de maladies parmi les habitants de la région et des alentours. On ne sait jusqu'où le nuage radioactif a sévi, ni quels furent exactement les effets de cet incident sur notre biodiversité. L'utilisation de l'énergie nucléaire pose donc un réel problème éthique : une énergie propre certes (et encore... beaucoup de réserves sont émises à ce sujet), mais à quel prix ? Une compensation monétaire et quelques excuses publiques des dirigeants peuvent-elles tout réparer ?

Les positions des Amis de la Terre peuvent également recouper la pensée de Hans Jonas sur le thème des OGM. En effet, Hans Jonas affirme que nous sommes investis d'une responsabilité qui consiste à laisser aux générations futures une Terre habitable et à ne pas altérer nos conditions biologiques et génétiques d'existence. Or, un OGM est un organisme vivant créé artificiellement par l'Homme au travers de la modification de l'identité génétique d'un organisme existant. En effet, les techniques récentes du génie génétique permettent aujourd'hui de prélever un ou plusieurs gènes sur un organisme et de les insérer dans le patrimoine génétique d'un autre organisme. Cela dépasse de loin les techniques d'amélioration des variétés agricoles car la technique permet de franchir les barrières des espèces et des genres et de produire de nouveaux organismes vivants, jusqu'alors inconnus de la Nature. Le comportement dans l'environnement de ces nouveaux organismes vivants est totalement imprévisible. Les transgènes qui s'échappent des plantes modifiées et contaminent le patrimoine génétique d'autres plantes, sauvage ou cultivé, ne peuvent pas être ramenés au laboratoire s'ils s'avèrent nocifs ou toxiques et vont se multiplier avec l'organisme hôte de façon incontrôlable. Une fois la pollution génétique engendrée, elle est irréversible et incontrôlable et menace, non seulement la pérennité de l'agriculture biologique, mais aussi celle de l'agriculture conventionnelle. Elle met également en péril l'ensemble de la biodiversité planétaire. Au nom de la pollution génétique et des incertitudes sur les risques sanitaires liés à la consommation d'OGM, les Amis de la Terre prônent l'application du principe de précaution et dénoncent l'utilisation des semences OGM dans l'agriculture.

Cessons les procès du nucléaire et des OGM (bien qu'il y ait à dire...) et recentrons nous sur les différents types de courants écologistes. Le troisième courant défini par Dominique Bourg est certainement celui le plus proche du concept de DDP et également le plus à même de correspondre avec la philosophie des Amis de la Terre. Il s'agit du scénario démocratique d'Ivan Illich et André Gorz.

2.1.3. Le scénario démocratique de Ivan Illich et André Gorz³

Ivan Illich est attaché au cadre de la société des Droits de l'Homme. Il prône l'acceptation de deux changements solidaires. Le premier est l'acceptation de procédures politiques d'autolimitation des productions et de consommation. Le second est l'adoption préférentielle d'outils conviviaux (par exemple le vélo comme moyen de transport). Selon l'auteur, seule une crise généralisée permettrait de reconstruire la société.

André Gorz refuse que ce soit l'Etat qui impose les contraintes nouvelles aux décideurs économiques et aux consommateurs. La tâche essentielle du mouvement écologiste doit être de défendre le monde vécu, c'est-à-dire, la culture du quotidien. L'auteur propose un *deal* entre la réduction du temps de travail et de la consommation, et un surcroît d'autonomie et de sécurité existentielle (accroissement du temps de loisirs). En d'autres termes, Gorz associe ce qui est écologiquement nécessaire à ce qui est socialement souhaitable.

Les Amis de la Terre France et plus particulièrement le groupe Isère adhèrent à ce courant de pensée sur plusieurs points : l'adoption préférentielle d'outils conviviaux, la culture du quotidien, le refus que l'Etat impose des normes contraignantes et l'idée que ce qui est écologiquement nécessaire peut être lié à ce qui est socialement souhaitable. Pour illustrer ce constat, nous allons nous référer aux actions des Amis de la Terre Isère sur le thème de la pollution de l'air. Comme en témoigne leur pétition contre la Rocade Nord, le groupe local Isère est farouchement opposé à l'utilisation irraisonnée des transports routiers et plus particulièrement de la voiture. Il souhaite geler la construction de nouveaux axes routiers et diminuer progressivement l'utilisation de la voiture au sein de l'agglomération grenobloise, afin de réduire leurs impacts sur la santé publique. L'idée est que si la population est réticente à utiliser un autre moyen de transport que son véhicule propre, la ville doit l'y contraindre en rendant les conditions de circulation de plus en plus pénibles (interdictions de stationner, voies de bus supplémentaires, sens interdits...). Pour autant, le groupe ne fait pas que dénoncer l'utilisation de la voiture et ses répercussions néfastes sur la santé, il propose également plusieurs alternatives (en collaboration avec l'Association pour le Développement des Transports en Commun, ADTC). L'idée est de favoriser l'utilisation de moyens de transports alternatifs et propres pour se déplacer en ville et surtout pour effectuer les trajets quotidiens domiciles/travail. Les études ont montré que la majorité des déplacements quotidiens était inférieure à 3,5 km. C'est pourquoi l'utilisation de moyens de transports non polluants apparaissent comme une solution envisageable. Nous pensons évidemment au vélo,

³ ILLICH, Ivan, *La convivialité*, Seuil, 1973, 158p.

mais l'intermodalité semble également être une voie prometteuse. Il s'agit d'utiliser plusieurs types de moyens de transports pour se déplacer : TER-tramway, TER-bus, tramway-vélo...

Les Amis de la Terre Isère désirent densifier le réseau des transports en commun et que des efforts significatifs de la part des collectivités territoriales soient faits afin d'améliorer la qualité, le coût, le confort et l'efficacité des transports en commun. Ils incitent également à la pratique du covoiturage car trop de personnes se déplacent individuellement. Le covoiturage est envisageable entre collègues de travail mais également entre mamans et enfants. L'association a participé dans les écoles à encourager les parents, soit à emmener alternativement les enfants des uns et des autres à l'école en voiture, soit à faire du « pédibus », c'est-à-dire, à tour de rôle emmener à pieds les enfants de chacun à l'école. Nous retrouvons bien ici le principe de Ivan Illich et André Gorz sur l'utilisation de moyens conviviaux qui permettent de lutter contre la pollution de l'air et de créer du lien social entre les citoyens.

Ce petit tour d'horizon des différents courants de pensée écologistes ont permis de constater que les Amis de la Terre ne sont à proprement parlé affiliés à l'un d'eux, mais n'y sont pas étrangers non plus. À présent, il s'agit de définir le concept de DDP et de voir s'il s'applique aux Amis de la Terre.

2.2. Le lien entre les Amis de la Terre et le modèle de Développement Durable Participatif

Cette nouvelle sous partie a pour objectif, d'une part, de présenter le concept de DDP, d'autre part, de le confronter à la théorie des régimes et de mettre en valeur de quelle manière il enrichit les théories existantes. Le cadre d'analyse choisi⁴ se justifie du fait qu'il explique de quelle manière s'opère un changement de régime et émet des hypothèses sur les critères nécessaires pour parler de changement de régime (légitimité du régime, internalisation des normes...). Enfin, nous verrons comment les Amis de la Terre ont participé au changement de régime concernant le développement durable et de quelle manière ils partagent les valeurs fondamentales du DDP.

⁴ Cf. S. LA BRANCHE, *La transformation des normes de participation et de durabilité en valeurs ? Réflexions pour la théorie des régimes* – Revue Etudes internationales, volume XXXIV, n°4. p.612

2.2.1. Histoire et définition du concept de DDP

Dans les années 70, l'environnement devient un patrimoine à transmettre aux générations futures (cf. Le Principe responsabilité, Hans Jonas, 1979). Le concept de développement durable est d'abord défini en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement (Commission Brundtland) comme : « *un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs* » (rapport Brundtland, Notre avenir à tous). Cette définition sera complétée lors du sommet de la Terre de Rio de Janeiro par la définition des trois piliers qui doivent être conciliés dans une perspective de développement durable : le progrès économique, la justice sociale et la préservation de l'environnement. La *soutenabilité* (ou la *durabilité*) est le caractère de ce qui respecte le mieux les principes de développement durable. Enfin, le terme de *développement* complète la notion de progrès qui au XIX^e siècle s'est construite autour du progrès industriel, et qui pouvait avoir des connotations idéologiques (idéologie du progrès).

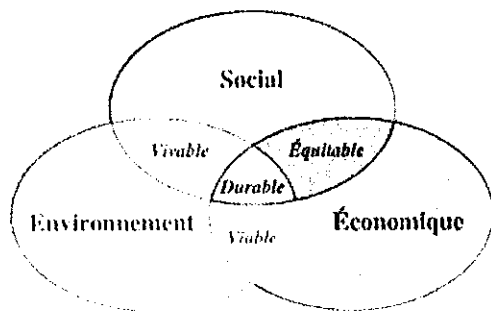


Schéma du développement durable

Source : http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9veloppement_durable
Encyclopédie libre d'accès sur Internet

Le thème de la participation du public aux niveaux local, national et international apparaît plus tardivement dans les années 90, avec la mise en valeur des procédures de participation liées au développement durable. La participation des citoyens à la prise de décision est croissante, en témoignent l'augmentation des procédures de décentralisation et de concertation avec les citoyens. Le DDP apparaît être une réponse à l'échec du développement dit « conventionnel ». La principale idée du DDP est que « pour que le développement fonctionne, il doit être indigène, désiré et contrôlé par la communauté »⁵. Par ailleurs, nous observons que le concept de démocratie participative devient le principal critère de légitimité du pouvoir politique et économique. Les ONG l'appliquent dans la mise en œuvre et la réalisation de leurs campagnes internationales et au sein de leur fonctionnement interne. A ce titre, les Amis de la Terre mettent en évidence le caractère démocratique et participatif de leur

⁵ Cf. S. LA BRANCHE, *La transformation des normes de participation et de durabilité en valeurs ? Réflexions pour la théorie des régimes* – Revue Etudes internationales, volume XXXIV, n°4, p.612

organisation. Il semble par conséquent nécessaire de confronter le fonctionnement de leur fédération aux principes du DDP. Bien que deux enjeux majeurs se dégagent du DDP, d'une part, l'émergence possible d'un nouveau régime en matière de développement, d'autre part la distinction entre la propagation des normes de DDP et l'internalisation⁶. A des valeurs qui lui sont associées. L'internalisation des normes du DDP est une des conditions nécessaires pour acquérir une certaine légitimité auprès des divers acteurs dont les citoyens.

2.2.2. Inscription du DDP dans la théorie des régimes

La théorie des régimes comprend deux courants principaux : un courant néoréaliste pour qui la présence d'une puissance hégémonique est nécessaire à la formation et à la pérennité d'un régime et un courant libéral affirmant que des acteurs autres que l'Etat peuvent s'organiser et créer un régime. La figure prédominante en relations internationale du courant néoréaliste est Kenneth Waltz. Sur la scène internationale, l'auteur accorde une grande importance à la politique, aux Etats et aux rôles de la structure dans le fonctionnement du système international. Le principal postulat de sa théorie stato-centrée est que le système international ainsi que les relations entre les Etats sont de nature irrévocablement anarchique. Dans le second courant libéral, l'existence d'une puissance hégémonique n'est pas nécessaire à la persistance d'un régime et un acteur non étatique peut jouer un rôle de premier ordre dans la création d'un régime. Ce courant permet de considérer les organisations internationales et les ONG comme des acteurs significatifs. Les nouvelles normes de DDP posent également des questions sur les concepts de persistance et de changement dans la théorie des régimes. Par régime, nous entendons un ensemble coordonné de règles et de procédures internationales. Deux enjeux se dégagent : premièrement celui de l'émergence et du déclin potentiel d'un régime, deuxièmement, la distinction entre propagation des normes de DDP et internalisation des valeurs. En effet, un changement de règles est insuffisant pour parler de changement dans le cadre d'un régime⁷. Un régime repose sur sa légitimité, autrement dit, sur les croyances et les valeurs des acteurs individuels. Un régime dépend de la croyance de sa légitimité par les acteurs. L'approche coercitive veut qu'un régime s'éteigne à la disparition de la puissance hégémonique. Or, un régime peut continuer d'exister alors même que la puissance hégémonique disparaît. À l'instar du développement durable, il peut naître des efforts d'acteurs non hégémoniques. L'internalisation d'une valeur est reconnue lorsqu'un individu exprime une croyance par le biais du langage ou du comportement et qu'il obéit à

⁶ Ibid.

⁷ Ibid.

une règle parce qu'il la croit juste ou qu'il lui donne le statut de vérité. Elle peut également se traduire par le fait que des acteurs observent des règles allant à l'encontre de leur intérêt personnel, en l'absence de sanctions. Alors que pour Hurrel la légitimité d'un régime repose sur les règles, nous pouvons penser qu'elle repose en fait sur la croyance individuelle. Selon Foucault, le pouvoir est avant tout une relation productive entre des acteurs. Le savoir devient vérité quand un individu l'internalise, c'est-à-dire, lorsqu'un individu en vient à croire qu'un savoir est le seul bon, vrai et légitime. À grande échelle, un discours doit en premier lieu devenir la façon unique de penser et de se comporter. Stéphane La Branche⁸ en appliquant la pensée de Foucault au DDP émet l'hypothèse que le DDP serait un régime discursif fondé sur les croyances à partir desquelles les individus agissent volontairement. Le régime discursif correspond également à un ensemble de notions d'ancrage partagées par des acteurs et qui jouent un rôle important dans la perception d'un problème ainsi que dans les stratégies mises en œuvre pour disséminer les normes et les valeurs.

En matière de développement durable, le changement de régime s'est opéré dans les années 90. Il a été le résultat d'accords, de négociations mais également de conflits. À titre d'exemple, les groupes contestataires et les processus de négociations ont joué un rôle primordial dans les années 80 en France dans l'élaboration des projets ayant un impact sur l'environnement. Enfin, nous assistons parmi les acteurs du système international à une propagation des normes de DDP dont l'explication se trouve dans les initiatives d'acteurs non étatiques et non hégémoniques.

2.2.3. DDP et Amis de la Terre

Les Amis de la Terre ont certainement participé à ce changement de régime concernant le développement durable et la protection de l'environnement, au même titre que d'autres ONG et associations militantes environnementalistes. Par exemple, les Amis de la Terre ont puisé leur origine dans la volonté de fonder une association qui définisse les causes des atteintes à l'environnement afin de mieux les combattre. Pour se faire entendre, l'organisation a bénéficié du soutien de noms illustres et son fondateur, David Brewer, a su activer les nombreux contacts qu'il avait un peu partout dans le monde. Et de fait, le poids des ONG sur la scène politique et internationale n'a cessé de croître depuis la fin des années 60. Plus particulièrement, force est de constater, qu'aujourd'hui, les organisations de protection de l'environnement jouissent d'une plus grande légitimité et profitent d'une visibilité plus accrue

⁸ Ibid.

notamment dans les médias. L'image de l'écologiste ami des plantes vertes et des papillons s'estompe progressivement au profit de celle d'un expert conscient des menaces pesant sur la Planète et militant pour une cause juste. La conclusion de notre étude s'attardera davantage sur ce thème de la professionnalisation.

Concernant les principes à proprement dits du DDP, les Amis de la Terre les rejoignent en ce qu'ils estiment que la volonté et les initiatives doivent émerger du terrain et non des décideurs. Nous ne reviendrons pas davantage sur la priorité accordée à l'échelon locale longuement explicitée dans les autres parties.

Les Amis de la Terre partagent les valeurs écologistes d'un bon nombre de courants de pensées. Ils ont participé et profitent aujourd'hui du changement de régime relatif au développement durable. Comment s'y prennent-ils pour mener leurs actions ? Quelles sont leurs cibles et quelles stratégies développent-ils ? C'est l'objet de notre dernier chapitre.

Chapitre troisième : les stratégies pour établir des liens entre campagnes internationales et actions locales, et les processus d'internalisation des normes

Cette dernière partie a pour ambition d'établir une corrélation entre les actions des ONG au niveau local et les répercussions au niveau international et vice versa. Quelle est la stratégie la plus efficace pour adopter une norme puis implicitement la transformer en valeur ? Une première sous partie théorique traitera des différentes stratégies pour établir des liens entre les niveaux locaux et internationaux. Entre autres, nous nous poserons la question : comment utiliser l'échelle internationale pour modifier le niveau local ? La seconde sous partie confrontera la théorie aux stratégies concrètes employées par les Amis de la Terre, plus particulièrement par la fédération française. Elle commencera par un état des lieux de la conscience écologiste française en vue de mieux comprendre le terrain sur lequel agit la fédération, puis, nous étudierons les stratégies à proprement parler.

3.1. Les stratégies employées par les ONG pour atteindre leurs objectifs : le modèle du boomerang et de la spirale de Keck et Sikkink, l'impact des ONG dans la diffusion et l'internalisation des normes

La capacité d'une ONG à diffuser des normes au sein d'un Etat varie en fonction de différents facteurs : la structure et la puissance de l'ONG, les stratégies mises en œuvre par l'organisation et la capacité des Etats cibles à modifier leurs comportements en réponse aux pressions extérieures. Nous mettrons donc ici en perspective les facteurs favorables à la diffusion des normes par les ONG au sein d'un Etat et les principales stratégies employées pour parvenir à leurs fins.

3.1.1. Les stratégies employées par les ONG sur la scène nationale et internationale

Les ONG apportent de nouvelles idées sur la scène politique internationale. L'impact des ONG dans le système international dépend de différents facteurs explicatifs qui conditionnent leur efficacité relativement à la diffusion de normes. Les campagnes sont rendues possibles par le type de ressources dont dispose l'organisation, c'est-à-dire, par l'information, le capital matériel et le capital symbolique. Nous pouvons décomposer les ressources des acteurs transnationaux en trois parties⁹ : les ressources économiques, l'expertise technique, l'interprétation et l'utilisation stratégique de l'information. L'information joue un rôle central. En effet, elle circule dans tout le réseau transnational : entre ONG, entre ONG et organisations internationales, entre ONG et Etats... Les ONG produisent de l'information informelle et la diffusent. Les réseaux seront d'autant plus efficaces s'ils sont denses, avec de nombreux acteurs, une bonne diffusion de l'information et de solides connections entre les groupes. La densité inclut des critères de qualité comme la capacité à diffuser l'information, la crédibilité des cibles (trouver les bons coupables) et la capacité à parler pour et au nom des acteurs sociaux.

Ainsi, les ONG ont gagné de l'influence en servant de sources d'informations alternatives. Relatant à la fois des faits et des témoignages, les termes sont simplifiés afin d'être plus compréhensibles. Le Bien est clairement distingué du Mal, le Vrai du Faux. Les témoignages sont filtrés puis réinterprétés afin de les dramatiser et d'attirer, de ce fait, l'attention des médias et des décideurs politiques. Pourtant les informations basées sur les témoignages et les expériences sont insuffisantes. Elles doivent donc être complétées par des informations techniques et statistiques indispensables à la crédibilité de l'organisation.

⁹ KECK, Margaret, SIKKING, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Cornell, 1998.

Pour juger de l'efficacité d'une ONG, on se référera à ses résultats, et ce à plusieurs niveaux. On jugera de leur influence sur : les positions des Etats et des organisations internationales, sur les procédures institutionnelles, sur le changement des politiques des acteurs cibles et sur le comportement des Etats.

Pour modifier le comportement des Etats, nombre de stratégies sont employées et adaptées en fonction des cibles. En effet, toutes les cibles ne réagissent pas de la même manière aux pressions extérieures et aux stratégies visant à amener la honte sur un Etat. C'est pourquoi les ONG doivent tenir compte des caractéristiques de leurs cibles et adapter leurs stratégies. Les ONG font la promotion des normes en faisant pression sur les acteurs cibles afin d'adopter de nouvelles politiques. Cette stratégie nécessite que les cibles soient sensibles aux sanctions et aux pressions extérieures. Elles peuvent également parvenir à leurs fins en menant des accords avec des autorités internationales.

Les conditions domestiques sont importantes : plus le système politique sera ouvert et décentralisé et plus l'impact sera important. Ainsi, les structures institutionnelles, telles celles qui autorisent l'accès des citoyens aux institutions politiques, sont d'une importance première. Par ailleurs, les acteurs transnationaux auront un meilleur écho et un meilleur soutien de la population locale si elles sont en accord avec ses croyances et son identité. La cible (Etat, régime international...) sera également plus vulnérable si elle souhaite être reconnue par une communauté internationale avec laquelle elle doit être en accord avec les règles.

Enfin, les ONG peuvent influencer de trois manières la phase d'élaboration des règles et des traités internationaux. Premièrement, elles peuvent exploiter les mécanismes du « two-level game ». Il s'agit d'agir soit au niveau local, pour avoir accès au système politique, soit au niveau international, afin de viser les états les plus puissants (vision réaliste) ou enfin d'établir un lien entre le niveau local et international. Les ONG mèneront des actions de lobbying dans la sphère domestique des cibles afin de les forcer à changer leurs préférences. La seconde action consiste à faire coalition avec les organisations internationales, puis de faire pression du « haut » vers le « bas ». Enfin, elles peuvent faire coalition avec des Etats plus petits en leur apportant connaissances et informations.

Le fait de subir des pressions de la part d'une superpuissance, ou, d'une puissance coloniale (ou régionale), peut amener le gouvernement à bloquer les mouvements de protestations ou de réformes (modèle de la barrière). Afin d'atteindre son gouvernement ou de

modifier son comportement, il faudra alors passer par le niveau international pour changer ce qui se passe au niveau national : c'est l'effet « boomerang ».

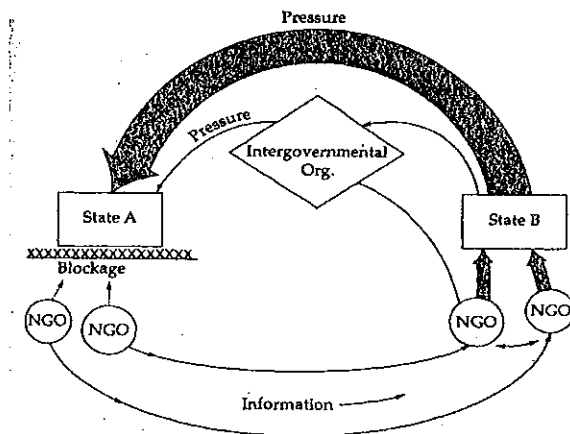


Figure 2 Boomerang pattern. State A blocks redress to organizations within it; they activate network, whose members pressure their own states and (if relevant) a third-party organization, which in turn pressure State A.

Modèle du boomerang de Keck et Sikkink

Le gouvernement est le premier garant des Droits de l'Homme, mais aussi son premier violeur. Si la société civile ne peut atteindre son gouvernement, elle doit avoir recours à des connections internationales. Ainsi, lorsqu'une ONG ou un acteur transnational veut atteindre le gouvernement d'un pays et que celui-ci pose une barrière, alors l'organisation aura tendance à diffuser son information à une autre ONG qui transmettra l'information à son propre gouvernement. Le gouvernement fera soit directement pression sur l'Etat voyou, soit s'adressera à une organisation intergouvernementale afin qu'il fasse pression sur le gouvernement. C'est l'effet boomerang : passer par le niveau international pour changer quelque chose au niveau national. Ce modèle ne peut émerger que si les canaux entre la société civile et son gouvernement sont entravés ou inefficaces dans la résolution des conflits. Le modèle de la spirale constitue la somme des interactions entre les effets boomerang. Il se décompose en plusieurs phases que nous allons illustrer via l'exemple des Droits de l'Homme.

La première phase est une réponse aux entraves posées par le gouvernement d'un pays et consiste en l'activation de réseaux transnationaux. Dans la seconde phase, l'Etat violant les normes est inscrit sur l'agenda international. La communauté internationale se mobilise et diffuse des informations sur les Droits de l'Homme dans l'Etat cible. Ce sont des actions de lobbying, de persuasion morale et de propagation du sentiment de honte. Les pressions sur l'Etat vont améliorer l'application des Droits de l'Homme dans le pays, bien que toutefois

l'Etat puisse refuser la validité des normes internationales. Ce processus peut même être contre-productif en engendrant un sentiment nationaliste. La troisième phase va dès lors essayer de pacifier la critique internationale en octroyant certaines concessions. Les oppositions minoritaires vont dès lors pouvoir faire campagne contre le gouvernement en place, ce qui facilitera la mobilisation sociale dans le pays. Les négociations peuvent à présent commencer et le gouvernement poursuit les concessions jusqu'au point de non-retour où il ne pourra plus faire marche arrière. La quatrième phase est entamée. L'Etat est considéré comme acceptant les normes internationales, il ratifie les conventions, institutionnalise les normes, octroie des espaces de plaintes pour les citoyens et ne peut plus critiquer l'interférence dans les affaires internes. Lors de la cinquième phase, les normes sont pleinement institutionnalisées, elles sont pratiquées et deviennent routinières. Dans le cadre de cette analyse, il faut souligner que les normes sont considérées comme internalisées parce qu'elles sont adoptées par l'Etat et ont une force légale. Or, si nous nous référons à notre deuxième partie consacrée au changement de régime, nous voyons que cela est inefficace puis que pour parler d'internalisation de normes, il faut que la population les considère comme légitimes et leur octroie le statut de vérité.

Ces deux modèles d'intégration des niveaux à la fois locaux et internationaux sont intéressants pour comprendre l'impact des ONG sur l'implantation des normes et leur agrégation. Notre second point étudiera le passage entre l'adhésion officielle aux normes et à leur internalisation. Nous distinguerons les ONG du Nord de celles du Sud et étudierons leurs influences sur les changements autour de la notion de « souveraineté ».

3.1.2 L'impact des ONG dans la diffusion et l'internalisation des normes

Les ONG participent à changer les perceptions que les Etats et les acteurs sociaux ont de leur identité et de leurs intérêts. Ils participent également aux transformations des procédures et des comportements politiques. Pourtant, toutes les ONG n'ont pas la même influence. C'est pourquoi, il est important de distinguer les ONG du Nord des ONG du Sud. Par ailleurs, cette influence des acteurs transnationaux sur les politiques locales pose la question de leur légitimité et remet en question la notion de souveraineté de l'Etat. Enfin, le processus d'internalisation des normes suppose qu'elles intègrent progressivement la culture politique de l'Etat cible.

Force est de constater que lorsque nous pensons aux organisations de solidarité internationale, nous pensons immédiatement à l'aide apportée par les ONG du Nord aux pays

du Sud. L'inverse n'est pas ancré dans notre conscience collective. C'est pourquoi il est important de souligner les différences entre les ONG du Nord et celles du Sud. Les ONG du Nord ont une démarche éthique très forte. Il s'agit du respect des populations du Sud visant à restaurer leur autonomie et leur capacité de choix en recherchant la participation des populations concernées. La vocation première des fédérations nationales d'ONG est d'œuvrer au niveau national en organisant le secteur de la solidarité et du développement, mais de plus en plus d'ONG dépassent ce cadre et se voient allouer, par et pour leurs membres, un mandat collectif pour faciliter leur représentation dans le suivi des négociations internationales. Ce sont des espaces de concertations démocratiques qui assurent la fonction des prises de décisions collectives sur les enjeux internationaux. Au Sud, rares sont les acteurs collectifs à prendre la parole au nom d'une communauté d'intérêts partagés, dans l'enceinte des négociations internationales. Les acteurs collectifs nouveaux se cantonnent souvent à la sphère nationale, et laissent ainsi la voie libre à certaines ONG du Sud très spécialisées ou bien à de grandes ONG du Nord qui parlent au nom des sociétés civiles du Sud. Il y a donc une asymétrie certaine dans les relations traditionnelles entre le Nord et le Sud et plus particulièrement dans la coopération nationale. Dans cette perspective, la fédération des Amis de la Terre semble faire figure d'exception puisque chaque groupe national peut s'exprimer comme il le souhaite et que les campagnes sont de leur initiative. Néanmoins, ces considérations nous amènent à nous interroger sur la légitimité des ONG à parler pour et au nom des autres.

L'asymétrie dans les rapports entre le Nord et le Sud et la professionnalisation croissante des ONG remettent en question leur légitimité à parler au nom de la société civile. Ce problème de légitimité à parler au nom de la société civile. Ce problème de légitimité démocratique a été traité par Robert Mitchell et relatée dans sa loi d'Airain : plus une organisation se structure et perdure, plus elle tend à se transformer en oligarchie, perdant par la même son caractère représentatif. Or, si les acteurs transnationaux ne sont pas élus, en quoi sont-ils habilités à représenter le bien commun de la société civile globale ? En fait, une des théories veut que la légitimité des actions menées par les ONG est acquise par leurs résultats, donc, a posteriori. Mais cela semble néanmoins insuffisant. Concernant la vision néoréaliste de Waltz¹⁰ selon laquelle seul l'Etat serait pertinent en matière de relations internationales, nous pouvons argumenter que le modèle du « boomerang » est bien une illustration de l'impact des acteurs non gouvernementaux sur la souveraineté nationale. En effet, l'Etat ne

¹⁰ WALTZ, Kenneth N., *Theory of International Politics*, 1979

monopolise plus la sphère publique et les réseaux transnationaux concurrencent la souveraineté nationale. Outre le modèle du « boomerang », le seul fait de produire des informations qui contrediraient celles véhiculées par l'Etat suffit à sous entendre que les Etats peuvent mentir. La capacité des ONG à diffuser les normes et à changer le comportement d'un Etat est témoin de leur efficacité. Mais pour parler de réussite, il faut que ces normes soient internalisées et deviennent routinières. C'est ce que nous avons étudié dans notre seconde partie consacrée au DDP et au changement de régime.

Par leurs actions, les ONG et plus largement les acteurs transnationaux construisent des courants de connaissances qu'ils utilisent comme stratégies politiques. Les ONG donnent du sens à un événement ou à un phénomène en l'inscrivant dans un de ces courants. Ces derniers prennent au fil du temps une dimension historique et, au fur et à mesure des combats, ils intègrent la culture politique. Ils font dès lors partie d'un réservoir de symboles parmi lesquels les futurs entrepreneurs pourront choisir. Cette intégration à la culture politique d'un Etat facilite la transformation des identités et des intérêts des acteurs. Ainsi, le combat pour les Droits de l'Homme a peu à peu modifié la notion d'intérêt national.

Concernant l'internationalisation des normes, Hedley Bull¹¹ propose la théorie selon laquelle existerait une « société d'états ». Quand un groupe d'Etats conscients de certains intérêts et de valeurs communes forment une société, dans le sens où ils consentent à être liés à un ensemble de règles qui régissent les rapports des uns aux autres, ils vont dans le sens d'institutions communes. Il relativise ainsi l'importance des individus sur la scène internationale. Les théories interprétatives ont souligné le rôle indépendant des normes dans les relations internationales et ont perçu les identités, les normes et les intérêts comme mutuellement constitutifs. Les normes et les pratiques sont également mutuellement constitutives, dans le sens où les normes n'ont du pouvoir que dans la mesure où on les applique. Si l'on approfondit encore davantage, la pratique voudrait que l'on fasse quelque chose de manière répétitive, régulière sans y penser. On agit de manière automatique. Ce sont donc les pratiques qui rendent les normes réelles. Selon ces principes, les Etats ayant des histoires, des cultures, des structures politiques et sociales très différentes devraient donc progressivement adopter des conceptions similaires sur ce signifie être un Etat ou un citoyen.

¹¹ BULL, Hedley, *The anarchical society. Study of order in world politics*, Columbia University Press, New York, 1977

L'objectif des ONG ne se limite donc pas à faire pression sur les acteurs puissants en vue d'imposer leurs normes, mais bel et bien à transformer ces normes en valeurs de telle sorte que les changements de comportement se pérennisent indépendamment des actions ou de l'existence même de l'organisation (ou du régime).

3.2. Confrontation des modèles théoriques aux stratégies employées par les Amis de la Terre en France

A présent, nous allons étudier les stratégies employées par les Amis de la Terre en vue de parvenir à ses fins. Mais pour commencer, établissons un court état des lieux de la conscience écologiste des Français.

3.2.1. La conscience écologiste des Français (Eurobaromètre, 1999)

Les préjugés veulent que la France se préoccupe peu de l'environnement et fasse figure de mauvais élève au sein de l'UE. A contrario, l'Allemagne apparaît comme un pays se sentant très concerné par les problèmes environnementaux, imprégné historiquement par le courant romantique du XIX^{ème} siècle. L'étude de l'Eurobaromètre, effectuée en 1999, dans le cadre de l'INRA Europe, avait pour objectif de vérifier le fondement de ces idées en interrogeant de manière représentative la population des pays membres de l'UE. Nous nous attarderons principalement sur les résultats en France.

Alors que les Allemands attribuent à la Nature une valeur propre, les Français la ressentent comme une Nature aménagée par l'Homme (en témoignent les concepts architecturaux dans les jardins). Ils ont une vision rationaliste de la Nature.

Lorsqu'on demande aux Français de choisir parmi onze thèmes les deux qui leur paraissent les plus préoccupants, seul 8% choisit l'environnement (loin derrière la violence). Les thèmes qui les préoccupent le plus en matière environnemental sont la pollution de l'air et des sols, l'épuisement des ressources mondiales et la destruction de la couche d'ozone. Leur inquiétude s'est accrue depuis 5 ans et ils conçoivent l'environnement non pas comme un problème immédiat mais comme un problème d'avenir. A noter également que la perception des problèmes diffèrent selon le rapport proximité/éloignement : plus l'environnement est près de l'espace vital, plus il est en bon état et plus on s'en éloigne, plus il est en mauvais état. Ce rapport proximité/éloignement explique pourquoi il est si difficile de mobiliser la population au quotidien sur des enjeux locaux.

Par ailleurs, 47% des Français estime être bien informé sur la question de l'environnement. 73,8% utilise la télévision comme source d'information principale et 49,2% fait confiance aux organisations de protection de l'environnement. On constate également un rôle majeur des associations de consommateurs à qui 47,3% des Français fait confiance. Enfin, ils estiment que l'action des pouvoirs publics est positive surtout au niveau local et régional car plus le niveau s'élève et moins l'action est jugée positive. En résumé, les Français se préoccupent davantage de leur environnement proche, c'est-à-dire, de leur qualité de vie et trouvent l'environnement dans leur pays en bon état, alors qu'ils perçoivent les grands problèmes au niveau international.

Cette étude nous permet de voir que les Français ne se désintéressent pas des problèmes environnementaux. Au contraire, leur conscience s'accroît au fil des années (intégration du développement durable aux programmes scolaires, augmentation de la demande de produits « bio »...). En revanche, elle ne nous fournit aucune indication sur les valeurs des Français vis-à-vis de la Nature. De ce point de vue, les militants et les associations pour la protection de l'environnement telles que les Amis de la Terre sont plus explicites.

On ne peut pas faire de généralités sur les militants de la protection de la Nature. Certains ont des positions plus radicales que d'autres. Alors que le WWF milite pour une meilleure cohabitation entre l'Homme et la Nature, d'autres comme One voice ou PETA voient en l'homme le porteur du pêché originel (PETA ira même dans une de ces campagnes contre les conditions d'abattage des animaux à comparer leur traitement à celui des juifs pendant la seconde guerre mondiale...). Aussi, One voice exprime clairement sa volonté de faire reconnaître le droit des animaux, ces derniers étant considérés comme des individus dotés d'une valeur intrinsèque.

Pour comprendre l'évolution des valeurs au sein de la société civile, il est intéressant de se pencher sur l'étude d'André Micoud intitulée Entre discipline et réalités de terrain : le cas de la sociologie « de » l'environnement. Mémoires d'un sociologue français. Selon le sociologue, le mouvement écologiste est un mouvement contre culturel qui a dans un premier temps consisté en un changement du rapport à la Nature, puis aux animaux (opposition à la chasse, réintroduction d'animaux sauvages, mutations au sein des associations de défense des animaux...). Aujourd'hui, nous observons un changement symbolique du rapport au vivant dont les prémices sont apparues dans les années 80, et se sont accompagnées de toute une production symbolique du type slogans, logos, concepts nouveaux... En France, la protection de la Nature s'est d'abord focalisée sur des espaces où la présence humaine était faible, sous

l'impulsion des naturalistes¹²: création de parcs régionaux, de réserves naturelles... Puis, la conscience écologiste s'est étendue vers des espaces plus ordinaires de notre vie tels que le domaine alimentaire ou le traitement des déchets. La société a pris conscience des nuisances liées aux retombées industrielles. Aujourd'hui, la « protection de la Nature » signifie la protection de la faune et de la flore, autrement dit, de la nature vivante ce qui tend à distinguer l'homme de la Nature contrairement à certains courants de pensée écologistes qui l'intègre à une même communauté.

Enfin, alors que les associations traitant de la sensibilité animale ont longtemps été tenues pour marginales car associées à des formulations ésotériques, elles préfigurent, via un courant associatif diffus mais très intense, les grandes questions à venir. La découverte du siècle étant l'« unité du vivant », de plus en plus, il ne s'agira plus d'espaces naturels mais de corps naturels. Dans le jargon scientifique, l'« unité du vivant » correspond aux cellules. Dans notre contexte, elle renvoie clairement aux problématiques de la manipulation génétique et plus récemment à celui des nanotechnologies.

L'éthique de la société civile évolue au gré des changements économiques et sociaux. Excepté chez les jeunes pour lesquels on observe un recul de l'intérêt pour l'environnement, il semble que l'opinion publique et les associations soient de plus en plus favorables à l'émergence d'un statut juridique et de droits en faveur de la Nature et des animaux.

D'après ces études, les Amis de la Terre France ont donc un terrain assez favorable pour mener leurs campagnes : une conscience écologiste croissante, un régime démocratique et un tissu associatif dense. Quelles stratégies déploient-ils pour accroître leur influence aussi bien au niveau local qu'international ?

3.2.2. Les stratégies employées par les Amis de la Terre France du niveau local au niveau global

La singularité du fonctionnement des Amis de la Terre nous amène à nous interroger sur la pertinence de traiter un problème global de manière locale et sur l'efficacité de résoudre ce problème en le faisant émerger de la base (groupes locaux) puis remonter par le haut, c'est à dire, via les groupes nationaux puis par les acteurs internationaux (OIG, multinationales...). En effet, les Amis de la Terre ont choisi d'opter pour une stratégie dite de « bottom-up » et non de « top-down. ». Autrement dit, de par leurs valeurs, les Amis de la Terre privilégient la base, les simples adhérents et les groupes locaux. Ce sont eux qui localement définissent les

¹² cf. MARESCA, Bruno, *Racines écologistes, portrait d'un fondateur*, Paris : Textuel, 2001

problèmes perçus comme prioritaires. Les problèmes sont traités de manière concrète sur le terrain. L'autonomie des groupes locaux est réellement mise en valeur par l'organisation. Ainsi, selon Henry Tidy, coordinateur des Amis de la Terre Isère, lors de l'entretien du 27 avril 06¹³ : « *Il n'y aurait pas les Amis de la Terre sans actions locales, sans groupes locaux et sans adhérents de base. Ce sont eux qui font les Amis de la Terre.* ». Nous observons le même phénomène dans le choix et le traitement des campagnes internationales. Les Amis de la Terre traitent sept campagnes au niveau international : l'agriculture et l'utilisation de semences OGM, la protection des forêts (notamment des forêts primaires), la responsabilité des acteurs financiers (« Où les banques investissent-elles notre argent ? »), le changement climatique, le nucléaire et les énergies, la participation citoyenne et les actions collectives, et enfin, la promotion des modes de production et de consommation durables. Prenons l'exemple de la campagne contre la déforestation des forêts primaires. Nous pourrions penser que l'idée provient d'un pays du Nord. Mais en réalité, c'est le groupe national des Amis de la Terre en Indonésie qui a fait émerger le problème face à l'ampleur du drame qui s'y déroulait (déforestation massive et incontrôlée, exploitation des populations pauvres, disparition de certaines espèces animales comme les orangs-outans...). Grâce à ses actions, le groupe national indonésien a réussi à faire passer l'information au niveau international. A présent, chaque groupe peut agir comme il le souhaite afin de sensibiliser la population et de faire pression sur les responsables (principalement les producteurs et fournisseurs). Le groupe Isère a choisi de diffuser le film réalisé par le groupe indonésien, *Losing tomorrow*, lors d'événements consacrés à l'environnement. Ils misent également sur l'information du consommateur et des fournisseurs (diffusions de tracts, enquêtes dans les lieux de distribution...). L'idée est que si chaque groupe arrive à sensibiliser la population dans sa région, le problème sera résolu de manière globale. Une autre stratégie employée par les Amis de la Terre consiste à connaître l'« ennemi » voire l'infiltrer afin de mieux faire pression sur lui et sur ses partenaires. Ainsi, les Amis de la Terre Nigéria ont pris des actions dans la société Shell ce qui leur permet de faire pression au niveau décisionnel et de bloquer la mise en œuvre de certaines mesures.

Ce phénomène nous permet de nous interroger sur une autre forme de stratégie utilisée par les Amis de la Terre : agir de manière locale pour que la somme des actions améliore significativement la situation au niveau national puis international.

¹³ Cf. annexe 2

3.3.3. Agir de manière locale pour améliorer la situation globale : phénomène de mimétisme et de contagion

Le caractère international de certaines campagnes ne doit pas sous-entendre que toutes les actions ont pour objectif de remonter sur la scène internationale. A titre d'exemple, sur Grenoble, la priorité a été donnée à la lutte contre la pollution de l'air et notamment contre l'utilisation de la voiture de manière individuelle. Au niveau local, nous parlons de lutte contre la pollution de l'air, à l'échelle internationale, nous pourrions parler de lutte contre le réchauffement climatique. Pourtant, la seule ambition de ce combat est de promouvoir le développement et l'utilisation de moyens de transports alternatifs (transports en commun, vélos, TER...) au sein de l'agglomération grenobloise. Il n'y a pas directement d'ambition internationale. L'idée derrière ce type d'action est que si chacun au niveau local lutte contre un problème particulier, la somme des actions résoudra le problème à plus grande échelle. Le fonctionnement des Amis de la Terre permet ainsi de traiter à la fois des problèmes de manière globale à l'échelle internationale et surtout de traiter de problèmes à petite échelle afin d'obtenir soit une somme d'actions positives, soit par effet de contagion soit par processus de mimétisme. La faiblesse de cette stratégie est que bien souvent elle ne fait que cacher ou déplacer le problème. Certains groupes associatifs sont nés d'un mouvement contestataire à l'encontre d'un projet de construction d'incinérateur. Mais même s'ils obtiennent gain de cause notamment du fait du soutien massif des habitants, le problème est relégué au territoire voisin. Certains sujets nécessitent donc une politique plus globale en vue de résoudre le problème à proprement dit et non de le transférer. Ce constat est d'autant plus vrai que bien souvent les impacts néfastes de certains types de pollutions comme celle des carburants ne se limite pas aux entrées et sorties de villes. La pollution s'étend dans les villages voisins sans que les habitants ne se sentent concernés. L'exemple des pics de pollution estivaux est à ce titre significatif : ce ne sont pas seulement les centres urbains qui sont concernés mais les départements et les régions dans leur globalité.

L'ensemble de ces stratégies étudiées est intéressant car en découlent d'importants enjeux en termes d'efficacité. Trop de localisme s'avère inefficace pour résoudre en profondeur certains problèmes d'envergure internationale comme la pollution de l'air. Il semble donc nécessaire de faire un point sur l'évolution à venir des Amis de la Terre et sur la nécessité de professionnaliser l'organisation encore davantage.

Les Amis de la Terre France souffrent actuellement d'un manque de visibilité et de reconnaissance de la part du grand public, ce qui nous amène à nous interroger sur la notion de professionnalisation comme moyen de renforcer leur efficacité. En effet, le contexte de crise économique, l'apparition de « nouveaux pauvres », le besoin croissant d'actions solidaires dans les quartiers ont incité les associations à se gérer comme des entreprises, pourtant régies par la monnaie, la propriété et le savoir technique¹⁴. Ce constat soulève l'ambiguïté liée à la professionnalisation des ONG qui peut être perçue comme en contradiction avec l'engagement des militants, mais semble néanmoins actuellement nécessaire à leur survie¹⁵.

L'après 68 marque un tournant pour les ONG avec la percée du libéralisme et le développement du secteur humanitaire. L'idéologie revendique alors l'apolitisme et l'autonomie face à l'Etat, érigeant ainsi la société civile comme seul espace politique légitime. En tant que témoins, les ONG utilisent alors les médias afin d'influencer l'opinion publique et par la même les acteurs institutionnels. Sur ce point, la fédération nationale des Amis de la Terre tente effectivement d'influencer l'opinion publique par l'utilisation des médias de masse, en témoigne la diffusion récente d'un spot télévisé contre la déforestation tropicale sur TF1 et M6 à des heures de grande écoute. Enfin, l'auteur observe une salarisation progressive des ONG qui se rapprochent de plus en plus des structures d'entreprises. Le marché de la solidarité devient en effet compétitif d'où la substitution progressive des salariés aux bénévoles. Cette transformation suscite des tensions entre engagement et salariat et une crise d'identité au sein des grandes ONG. Actuellement, on ressent ces malaises entre bénévoles et salariés au sein des Amis de la Terre France. Leur salarisation est encore assez relative puisque l'on compte seulement 6 salariés en France contre environ 300 en Angleterre, mais les relations sont assez difficiles entre les salariés, généralement issus d'autres ONG ou ayant suivi des formations universitaires appropriées, et les militants de la première heure. Les salariés reprochent généralement aux bénévoles, notamment ceux qui militent depuis plusieurs années, d'être des freins et non des moteurs au développement de l'association et à sa modernisation. En effet, les militants de longue date s'estiment généralement plus légitimes que les salariés de par leur engagement bénévole et leur expérience de militants. Ils ont du mal à s'adapter aux évolutions aussi bien en termes de professionnalisation que d'idéologie.

¹⁴ Cf. LAVILLE, J.L., SAINSAULIEU, Renaud, *Sociologie de l'association*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998

¹⁵ Cf. FREYSS, Jean, *La solidarité internationale, une profession ?*, Revue Tiers Monde, n°180, 2004, p.735

Enfin, Jean Freyss distingue la professionnalisation « dans » les ONG et celle « des » ONG. La professionnalisation dans les ONG se traduit par la mobilisation des compétences techniques nécessaires à l'efficacité de l'action et privilégie le mode de faire, c'est-à-dire, la réalisation de projets concrets. La conséquence principale est une triple balkanisation : une balkanisation technique qui guide la conduite des actions par l'identification d'objectifs simples et fondés sur des besoins bien délimités, une balkanisation sociale privilégiant le lien direct et vertical entre donneur et bénéficiaires, et une balkanisation territoriale accordant la primauté à l'échelon local¹⁶. L'évaluation de l'action est focalisée sur le bon emploi des moyens plus que sur les résultats. Elle se traduit par une croissance des tâches bureaucratiques, de gestion et des moyens de logistique efficaces. Bien que les Amis de la Terre aient donné la priorité aux actions locales, la gestion et les moyens logistiques ne suivent pas. Le réseau est trop faiblement développé, d'où l'embauche d'une nouvelle salariée pour développer les groupes locaux, des groupes à plusieurs vitesses (le groupe Isère fait figure de modèle en matière de dynamisme) et une certaine perte de cohérence et d'identité. Sur ce dernier point, force est de constater qu'à force de traiter de problèmes très locaux, certains groupes perdent leur attachement au siège national et par là même international. En se limitant à des actions purement locales, ils perdent les attributs d'une ONG et deviennent de simples associations. Beaucoup de groupes utilisent l'étiquette des Amis de la Terre mais refusent tout contact autre que financier avec le siège national. Les ONG sont écartelées entre l'engagement associatif qui assure le respect des valeurs et l'exigence d'une bonne gestion au contact de la réalité et des contraintes. Quant à la professionnalisation des ONG, elle part du postulat que pour transformer le monde, il faut le comprendre, d'où l'intervention des sciences sociales comme élément central des compétences. La professionnalisation correspond à un triple processus : la concentration de l'expertise, la revendication d'une spécificité à codifier et le développement de modèles de compétence passant par la salarisation.

Cependant, la professionnalisation ne doit pas négliger la dimension militante et « vocationnelle » des membres. L'ONG doit entretenir la flamme et insuffler ce que les auteurs appellent le « supplément d'âme » autour de diverses ressources telles que la promotion d'une identité commune. Le travail de terrain s'autonomise à l'égard du siège, le volontaire s'attachant plus à une mission ou à un pays qu'à une organisation. Les Amis de la Terre France doivent donc miser sur ces deux axes : professionnaliser l'organisation et

¹⁶ FREYSS, Jean, *La solidarité internationale, une profession ?*, Revue Tiers Monde, n°180, 2004, p.735

renforcer le lien qu'ils ont avec leurs adhérents afin qu'ils s'attachent autant à l'identité de l'association qu'à la cause environnementale.

Conclusion : l'évolution de la pensée des Amis de la Terre

Tout au long du mémoire, nous avons tenté de définir la pensée et la philosophie des Amis de la Terre, notamment en comparant l'organisation aux principaux courants de pensées écologistes définis par Dominique Bourg¹⁷. L'idée forte qui a été mise en évidence est que les Amis de la Terre comptent beaucoup sur la participation démocratique de la population et donc sur une prise de conscience collective des enjeux environnementaux. Cette position sous-entend que le citoyen *lambda* ait bel et bien une prise de conscience des enjeux qui pèsent sur l'avenir de notre Planète. Or, à mon sens, nous n'avons pas assez de recul pour constater si oui ou non le changement de régime relatif au développement durable s'est opéré. Autrement dit, une fois le tapage médiatique terminé, est-ce que la population continuera les efforts amorcés pour réduire son empreinte sur la Terre ?

Par ailleurs, force est de constater que les délais pour éviter des catastrophes naturelles (au final plus humaines que naturelles...) irréversibles se réduisent. Le film du vice-président américain Al Gore sur le réchauffement climatique ne donne pas plus de 10 ans aux Humains pour se réveiller, avant que le pire n'arrive. Or, les actions entreprises par la population sont insuffisantes. Malgré les incitations de la part des gouvernements et les campagnes de sensibilisation réalisées par les ONG, la population a du mal à réagir et à modifier son comportement de manière significative et durable.

Le mouvement de résistance des Amis de la Terre qui tente de faire émerger le changement de la base et de responsabiliser les citoyens est-il alors adapté à cette situation toujours plus préoccupante et alarmante ? Rien n'est moins sûr. Malgré une éthique irréprochable, un rapprochement vers le scénario autoritaire d'Hans Jonas¹⁸ semble de moins en moins évitable. Si la population ne sort pas de son égoïsme et reste incapable d'assumer

¹⁷ BOURG, Dominique. *Les scénarios de l'écologie*, Hachette, Littérature. Paris : 1996. 142p.

ses responsabilités en tant que membre d'une même communauté, ses actions devront lui être dictées.

L'idée pour les ONG est alors non plus de tenter de convaincre la population du bien fondé de la cause environnementale mais de s'adresser directement aux gouvernements. Il faut faire pression sur ceux-ci afin qu'ils modifient les lois et obligent la population à changer son comportement. Les mesures pourraient prendre différentes formes, de la hausse des taxes sur les carburants à l'obligation de trier ses déchets, en passant par l'interdiction de la circulation automobile en ville. Après quelques années, on peut espérer que la population ayant internaliser ces normes soit capable de continuer ces actions sans la pression du gouvernement.

Les limites à ce modèle sont d'une part éthique et d'autre part réaliste. Le problème éthique se résume évidemment par le vide démocratique de ces mesures. On ne demande pas l'avis aux citoyens, ils se contentent d'obéir sous peine de sanctions. Deuxième problème : l'impopularité des mesures. Nous connaissons l'importance de l'opinion publique pour les politiciens. Sans tomber dans le cliché, les politiciens sont très conditionnés par le calendrier et les échéances électorales. Des mesures impopulaires comme la hausse du prix des carburants peuvent être dissuasives pour les électeurs. Aussi, la pression de la part des entreprises et de leurs puissants lobbies ne représente pas non plus un facteur incitatif pour les gouvernements.

Néanmoins, ces obstacles, assez importants certes, ne doivent pas nous rendre fatalistes. Le réseau écologiste se développe, de plus en plus de personnes prennent conscience de l'importance de l'enjeu et un bon nombre d'entreprises se lancent dans le développement durable. Ainsi, concernant la voiture, pour la première fois la circulation diminue et les entreprises automobiles vendent moins ; même les assurances baissent leurs tarifs.

La véritable interrogation est de savoir si la prise de conscience ne se fait pas trop tardivement et si les changements en faveur la Planète seront assez rapides et efficaces afin de ne pas réaliser une seconde fois le scénario de l'Atlantide.

Bibliographie

Sites Internet

- <http://www.adtc-grenoble.org>
Site de l'Association pour le Développement des Transports en Commun à Grenoble
- <http://www.amidelaterre.org>
Site officiel des Amis de la Terre France
- <http://www.greenpeace.fr>
Site officiel de Greenpeace France
Consultation en ligne du « *GUIDE des produits AVEC ou SANS OGM, un guide pour dire NON aux OGM* », décembre 2004
- <http://fr.wikipedia.org>
Encyclopédie libre d'accès sur Internet

Ouvrages

- BOURG, Dominique. *Les scénarios de l'écologie*, Hachette, Littérature. Paris : 1996. 142p.
- BULL, Hedley, *The anarchical society. Study of order in world politics*, Columbia University Press, New York, 1977
- DAUVIN, Pascal, SIMEANT, Johanna, *Le travail humanitaire. Les acteurs des ONG, du siège au terrain*, Presses de Sciences Po, 2002, 438p.
- FREYSS, Jean, *La solidarité internationale, une profession ?*, Revue Tiers Monde, n°180, 2004, p.735
- ILLICH, Ivan, *La convivialité*, Seuil, 1973, 158p.
- JONAS, Hans, *Le principe responsabilité*, collection Champs-Flammarion, 1998
- KECK, Margaret, SIKKING, Kathryn, *Activists Beyond Borders: Advocacy Networks in International Politics*, Cornell, 1998.
- LA BRANCHE, Stéphane. *La transformation des normes de participation et de durabilité en valeurs ? Réflexions pour la théorie des régimes* – Revue Etudes internationales, volume XXXIV, n°4, décembre 2003
- LAVILLE, J.L., SAINSAULIEU, Renaud, *Sociologie de l'association*, Paris, Desclée de Brouwer, 1998
- MARESCA, Bruno, *Racines écologistes, portrait d'un fondateur*, Paris : Textuel, 2001

- WALTZ, Kenneth N., *Theory of International Politics*, 1979

Dans le cadre du Colloque « Sciences sociales et environnement. Perspectives franco-allemandes », Strasbourg, 12-14 février 2004

- Kropp, Cordula, *La protection de la nature comme objet sociologique*
- Micoud, André, *Entre discipline et réalités de terrain : le cas de la sociologie « de » l'environnement. Mémoire d'un sociologue français*
- Grunenberg, Heiko, Kuckartz, Udo, *Conscience écologique en Allemagne et en France. Résultats empiriques d'une comparaison cross-nationale*

Textes juridiques

- La Déclaration Universelle des Droits de l'Animal, France, 1972

Entretiens

- Entretien avec Henry Tidy, coordinateur des Amis de la Terre Isère, jeudi 27 avril
- Entretien avec Laurent Torres, coordinateur de Greenpeace Grenoble, mardi 16 mai

Liste des sigles

AB : Agriculture Biologique

ADTC : Association pour le Développement des Transports en Commun

DDP : Développement Durable Participatif

FRAPNA : Fédération Rhône Alpes pour la Protection de la Nature

OGM : Organisme Génétiquement Modifié

ONG : Organisation Non Gouvernementale

UE : Union Européenne

WWF : World Wild Fund for Nature

Table des annexes

Annexe 1 : Description des Amis de la Terre

Annexe 2 : Entretien avec Henry Tidy, coordinateur des Amis de la Terre Isère, jeudi 27 avril

Annexe 3 : Entretien avec Laurent Torres, coordinateur de Greenpeace Grenoble, mardi 16 mai